

PC 63

Imputations

1876m 869/2

Annuité de renouvellement des Installations Fixes

P C B 3

Imputation

Modifications à certaines règles d'Imputation

en application de l'Avenant du 10 Juillet 1952

PCB 3

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

A R R E T E

Service du Contrôle Technique

-:-:-:-

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRÉSIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIÉTÉ NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANÇAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation

Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

A R R E T E

--:--:--

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

A R R E T E

-:-:-:-

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

A R R E T E

-:-:-:-

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

A R R E T E

-:-:-:-

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRÉSIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIÉTÉ NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANÇAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

A R R E T E

Service du Contrôle Technique

-:-:-:-

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

A R R E T E

-:-:-:-

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

A R R E T E

-:-:-:-

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

A R R E T E

-:-:-:-

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254

D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation

Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

A R R E T E

-:-:-:-

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

A R R E T E

-:-:-:-

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

A R R E T E

-:-:-:-

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

A R R E T E

-:-:-:-

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

A R R E T E

-:-:-:-

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

Wt 26254
D 6213/1

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Le 25 février 1954 .

Direction Générale
aux Travaux Publics

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à

Monsieur le PRESIDENT du CONSEIL
D'ADMINISTRATION de la SOCIETE NATIONALE
des CHEMINS de FER FRANCAIS .

OBJET : Arrêté relatif aux règles d'imputation des dépenses en
application des articles 21 et 23 de la Convention du
31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 .

REFERENCE : Votre lettre D 641-21 du 6 juin 1953 .

Comme suite à votre lettre citée en référence, j'ai l'honneur
de vous adresser ci-joint ampliation de l'arrêté du 17 février 1954
concernant l'objet visé ci-dessus .

Pour le Ministre et par autorisation
Pour le Directeur Générale des Chemins
de fer et des Transports .

Le Chef de Service Adjoint

(s) BESNARD .

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

PARIS, le 17 février 1954 .

Secrétariat Général
aux Travaux Publics

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

Service du Contrôle Technique

3ème Bureau

Référence : A.G. 104-1 .

A R R E T E

-:-:-:-

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme,

Vu les articles 21 et 23 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952 .

Vu l'arrêté ministériel du 28 mai 1951 modifié par celui du 20 juin 1952,

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français en date du 6 juin 1953 .

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., au titre du paragraphe B-a du dit article, les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après :

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant ;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les acquisitions ou les constructions de mobilier et d'outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes ;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour les transformations ou les modifications de matériel roulant, de mobilier et d'outillage .

.....

Toutefois, si ces transformations ou modifications intéressent un nombre de véhicules ou d'objets identiques tel que la dépense totale atteigne ou dépasse 5.000.000 de francs, les dispositions de l'article 23 de la convention resteront applicables à cette dépense .

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations et du matériel supprimés .

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953 .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME,

J. CHASTELLAIN .

RD. Bv. 22/5/53.

PC 63

Imputation

D.641/21 .

6 juin 1953 .

Monsieur le Ministre,

Par arrêtés du 28 mai 1951 et du 20 juin 1952, vous avez fixé les règles d'imputation et les montants unitaires des dépenses de premier Etablissement à imputer au compte d'Exploitation .

Ces deux arrêtés sont intervenus avant la conclusion de l'avenant du 10 juillet 1952 à la Convention du 31 août 1937 et, de ce fait, exigent quelques modifications. D'autre part, nous nous permettons de vous signaler qu'en ce qui concerne en particulier les dépenses de transformation et de modification du matériel qui font l'objet de l'article 4 de l'arrêté du 28 mai 1951, les dispositions du second paragraphe, limitant à une dépense nette totale de 5 millions l'imputation au Compte d'Exploitation, annulent pour partie les dispositions du premier alinéa du même article qui prévoient que l'imputation est faite au compte d'Exploitation lorsque la dépense nette par objet est inférieure à 100.000 francs .

Il en résulte que les règles à suivre ne sont pas homogènes avec celles que prévoit l'article 3 du même arrêté au sujet des dépenses d'acquisition de mobilier et d'outillage non directement liées à des projets de travaux complémentaires. Pour celles-ci, il est prévu que les acquisitions d'objets identiques dont la valeur unitaire est inférieure à 2 millions, et quel que soit le montant du projet, seront imputées au Compte d'Exploitation (Entretien).

Nous vous proposons, pour corriger ce manque d'homogénéité, d'appliquer, pour les dépenses de transformation ou de modification du matériel, la même méthode que celle actuellement en vigueur pour l'imputation des dépenses d'acquisition de mobilier et outillage telle qu'elle est définie en principe ci-dessus .

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics, des
Transports et du Tourisme
Direction Générale des Chemins de fer
et des Transports
244, Boulevard Saint-Germain
PARIS .

Il suffirait pour cela, et pour tenir compte en même temps des dispositions de l'arrêté du 20 juin 1952, de prendre comme seuil d'imputation le montant unitaire par objet de 250.000 frs, et d'imputer, dans tous les cas, les dépenses de l'espèce inférieures à ce seuil au compte d'Exploitation en application de l'article 21 B a) de la Convention du 31 août 1937, étant entendu toutefois que, si le projet porte sur un nombre d'opérations identiques tel que la dépense nette totale annuelle prévue au projet atteigne ou dépasse 10 millions, ce projet sera soumis à l'approbation ministérielle .

Ces mesures, tout en laissant à votre Département le contrôle nécessaire, faciliteraient singulièrement nos imputations; des transformations et des modifications de très faible importance unitaire, mais qui concernent un grand nombre d'unités de matériel, forment en effet un projet d'un montant relativement élevé au total qui se répartit sur plusieurs années, quoique la dépense annuelle soit très limitée .

Il nous semble donc préférable de considérer pour ces opérations, non pas l'ensemble du projet, mais seulement la dépense annuelle prévue .

Il reste entendu que, pour les dépenses de transformation et de modification de matériel de valeur unitaire égale ou supérieure à 250.000 frs, le plafond de 5 millions continuera à jouer pour l'imputation de ces dépenses au compte d'exploitation, soit en application de l'article 21 B a), soit en application de l'article 23 de la Convention du 31 août 1937.

Quant à l'avenant du 10 juillet 1952, il intervient par le fait qu'en principe les imputations de matériel et d'outillage, anciennement prévues au compte d'Etablissement, doivent maintenant être faites au compte d'Exploitation (Charges de renouvellement).

Vous voudrez bien trouver, ci-joint, un projet d'arrêté conforme aux dispositions de la Convention du 31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 et reprenant les idées exposées ci-dessus en ce qui concerne les règles d'imputation. Ce projet, sous réserve de votre approbation, pourrait être substitué aux arrêtés susvisés .

D'autre part, il y aurait lieu, d'accord avec vos services, de procéder à une nouvelle rédaction de l'arrêté du 16 mars 1940 en ce qui concerne les règles à appliquer pour la présentation des projets .

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération .

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : Pierre TISSIER .

PROJET d'ARRETE MINISTERIEL

-:-:-:-:-:-:-:-

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du
Tourisme.

Vu l'article 21 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952.

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français, en date du

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 B a) de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses, dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après:

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant,
- soit des transformations ou des modifications de matériel roulant ou de mobilier et outillage, dont la dépense par véhicule ou par objet sera égale ou supérieure à 250.000 francs;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les dépenses d'acquisition ou de construction de mobilier et outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes, quel que soit le montant du projet;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour la transformation ou la modification de matériel roulant ou de mobilier et outillage, quel que soit le montant du projet.

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations ou du matériel supprimés.

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953.

Article 4 - Les dispositions des articles 1 et 2 seront applicables aux projets ayant été autorisés par une décision antérieure à la date du présent arrêté si les dépenses correspondantes n'ont pas fait l'objet, avant le 1er janvier 1953, d'une imputation comptable différente de celle qui résulterait de l'application de ces dispositions.

Le Ministre,

D.641/21 .

6 juin 1953 .

Monsieur le Ministre,

Par arrêtés du 28 mai 1951 et du 20 juin 1952, vous avez fixé les règles d'imputation et les montants unitaires des dépenses de premier Etablissement à imputer au compte d'Exploitation .

Ces deux arrêtés sont intervenus avant la conclusion de l'avenant du 10 juillet 1952 à la Convention du 31 août 1937 et, de ce fait, exigent quelques modifications. D'autre part, nous nous permettons de vous signaler qu'en ce qui concerne en particulier les dépenses de transformation et de modification du matériel qui font l'objet de l'article 4 de l'arrêté du 28 mai 1951, les dispositions du second paragraphe, limitant à une dépense nette totale de 5 millions l'imputation au Compte d'Exploitation, annulent pour partie les dispositions du premier alinéa du même article qui prévoient que l'imputation est faite au compte d'Exploitation lorsque la dépense nette par objet est inférieure à 100.000 francs .

Il en résulte que les règles à suivre ne sont pas homogènes avec celles que prévoit l'article 3 du même arrêté au sujet des dépenses d'acquisition de mobilier et d'outillage non directement liées à des projets de travaux complémentaires. Pour celles-ci, il est prévu que les acquisitions d'objets identiques dont la valeur unitaire est inférieure à 2 millions, et quel que soit le montant du projet, seront imputées au Compte d'Exploitation (Entretien).

Nous vous proposons, pour corriger ce manque d'homogénéité, d'appliquer, pour les dépenses de transformation ou de modification du matériel, la même méthode que celle actuellement en vigueur pour l'imputation des dépenses d'acquisition de mobilier et outillage telle qu'elle est définie en principe ci-dessus .

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics, des
Transports et du Tourisme
Direction Générale des Chemins de fer
et des Transports
244, Boulevard Saint-Germain
PARIS .

Il suffirait pour cela, et pour tenir compte en même temps des dispositions de l'arrêté du 30 juin 1952, de prendre comme seuil d'imputation le montant unitaire par objet de 250.000 frs, et d'imputer, dans tous les cas, les dépenses de l'espèce inférieures à ce seuil au compte d'Exploitation en application de l'article 21 B a) de la Convention du 31 août 1937, étant entendu toutefois que, si le projet porte sur un nombre d'opérations identiques tel que la dépense nette totale annuelle prévue au projet atteigne ou dépasse 10 millions, ce projet sera soumis à l'approbation ministérielle .

Ces mesures, tout en laissant à votre Département le contrôle nécessaire, faciliteraient singulièrement nos imputations; des transformations et des modifications de très faible importance unitaire, mais qui concernent un grand nombre d'unités de matériel, forment en effet un projet d'un montant relativement élevé au total qui se répartit sur plusieurs années, quoique la dépense annuelle soit très limitée .

Il nous semble donc préférable de considérer pour ces opérations, non pas l'ensemble du projet, mais seulement la dépense annuelle prévue .

Il reste entendu que, pour les dépenses de transformation et de modification de matériel de valeur unitaire égale ou supérieure à 250.000 frs, le plafond de 5 millions continuera à jouer pour l'imputation de ces dépenses au compte d'exploitation, soit en application de l'article 21 B a), soit en application de l'article 23 de la Convention du 31 août 1937.

Quant à l'avenant du 10 juillet 1952, il intervient par le fait qu'en principe les imputations de matériel et d'outillage, anciennement prévues au compte d'Etablissement, doivent maintenant être faites au compte d'Exploitation (Charges de renouvellement).

Vous voudrez bien trouver, ci-joint, un projet d'arrêté conforme aux dispositions de la Convention du 31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 et reprenant les idées exposées ci-dessus en ce qui concerne les règles d'imputation. Ce projet, sous réserve de votre approbation, pourrait être substitué aux arrêtés susvisés .

D'autre part, il y aurait lieu, d'accord avec vos services, de procéder à une nouvelle rédaction de l'arrêté du 16 mars 1940 en ce qui concerne les règles à appliquer pour la présentation des projets .

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération .

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : Pierre TISSIER .

PROJET d'ARRETS MINISTERIEL

-:-:-:-:-

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme.

Vu l'article 21 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952.

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français, en date du

A R R E T S :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 B a) de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses, dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après:

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant,
- soit des transformations ou des modifications de matériel roulant ou de mobilier et outillage, dont la dépense par véhicule ou par objet sera égale ou supérieure à 250.000 francs;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les dépenses d'acquisition ou de construction de mobilier et outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes, quel que soit le montant du projet;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour la transformation ou la modification de matériel roulant ou de mobilier et outillage, quel que soit le montant du projet.

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations ou du matériel supprimés.

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953.

Article 4 - Les dispositions des articles 1 et 2 seront applicables aux projets ayant été autorisés par une décision antérieure à la date du présent arrêté si les dépenses correspondantes n'ont pas fait l'objet, avant le 1er janvier 1953, d'une imputation comptable différente de celle qui résulterait de l'application de ces dispositions.

Le Ministre,

6 juin 1953 .

Monsieur le Ministre,

Par arrêtés du 28 mai 1951 et du 20 juin 1952, vous avez fixé les règles d'imputation et les montants unitaires des dépenses de premier Etablissement à imputer au compte d'Exploitation .

Ces deux arrêtés sont intervenus avant la conclusion de l'avenant du 10 juillet 1952 à la Convention du 31 août 1937 et, de ce fait, exigent quelques modifications. D'autre part, nous nous permettons de vous signaler qu'en ce qui concerne en particulier les dépenses de transformation et de modification du matériel qui font l'objet de l'article 4 de l'arrêté du 28 mai 1951, les dispositions du second paragraphe, limitant à une dépense nette totale de 5 millions l'imputation au Compte d'Exploitation, annulent pour partie les dispositions du premier alinéa du même article qui prévoient que l'imputation est faite au compte d'Exploitation lorsque la dépense nette par objet est inférieure à 100.000 francs .

Il en résulte que les règles à suivre ne sont pas homogènes avec celles que prévoit l'article 3 du même arrêté au sujet des dépenses d'acquisition de mobilier et d'outillage non directement liées à des projets de travaux complémentaires. Pour celles-ci, il est prévu que les acquisitions d'objets identiques dont la valeur unitaire est inférieure à 2 millions, et quel que soit le montant du projet, seront imputées au Compte d'Exploitation (Entretien).

Nous vous proposons, pour corriger ce manque d'homogénéité, d'appliquer, pour les dépenses de transformation ou de modification du matériel, la même méthode que celle actuellement en vigueur pour l'imputation des dépenses d'acquisition de mobilier et outillage telle qu'elle est définie en principe ci-dessus .

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics, des
Transports et du Tourisme
Direction Générale des Chemins de fer
et des Transports
244, Boulevard Saint-Germain
PARIS .

Il suffirait pour cela, et pour tenir compte en même temps des dispositions de l'arrêté du 20 juin 1952, de prendre comme seuil d'imputation le montant unitaire par objet de 250.000 frs, et d'imputer, dans tous les cas, les dépenses de l'espèce inférieures à ce seuil au compte d'Exploitation en application de l'article 21 B a) de la Convention du 31 août 1937, étant entendu toutefois que, si le projet porte sur un nombre d'opérations identiques tel que la dépense nette totale annuelle prévue au projet atteigne ou dépasse 10 millions, ce projet sera soumis à l'approbation ministérielle .

Ces mesures, tout en laissant à votre Département le contrôle nécessaire, faciliteraient singulièrement nos imputations; des transformations et des modifications de très faible importance unitaire, mais qui concernent un grand nombre d'unités de matériel, forment en effet un projet d'un montant relativement élevé au total qui se répartit sur plusieurs années, quoique la dépense annuelle soit très limitée .

Il nous semble donc préférable de considérer pour ces opérations, non pas l'ensemble du projet, mais seulement la dépense annuelle prévue .

Il reste entendu que, pour les dépenses de transformation et de modification de matériel de valeur unitaire égale ou supérieure à 250.000 frs, le plafond de 5 millions continuera à jouer pour l'imputation de ces dépenses au compte d'exploitation, soit en application de l'article 21 B a), soit en application de l'article 23 de la Convention du 31 août 1937.

Quant à l'avenant du 10 juillet 1952, il intervient par le fait qu'en principe les imputations de matériel et d'outillage, anciennement prévues au compte d'Etablissement, doivent maintenant être faites au compte d'Exploitation (Charges de renouvellement).

Vous voudrez bien trouver, ci-joint, un projet d'arrêté conforme aux dispositions de la Convention du 31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 et reprenant les idées exposées ci-dessus en ce qui concerne les règles d'imputation. Ce projet, sous réserve de votre approbation, pourrait être substitué aux arrêtés susvisés .

D'autre part, il y aurait lieu, d'accord avec vos services, de procéder à une nouvelle rédaction de l'arrêté du 16 mars 1940 en ce qui concerne les règles à appliquer pour la présentation des projets .

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération .

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : Pierre TISSIER .

PROJET d'ARRETE MINISTERIEL

-:-:-:-:-

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du
Tourisme.

Vu l'article 21 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952.

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français, en date du

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 B a) de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses, dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après:

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant,
- soit des transformations ou des modifications de matériel roulant ou de mobilier et outillage, dont la dépense par véhicule ou par objet sera égale ou supérieure à 250.000 francs;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les dépenses d'acquisition ou de construction de mobilier et outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes, quel que soit le montant du projet;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour la transformation ou la modification de matériel roulant ou de mobilier et outillage, quel que soit le montant du projet.

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations ou du matériel supprimés.

...

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953.

Article 4 - Les dispositions des articles 1 et 2 seront applicables aux projets ayant^{été} autorisés par une décision antérieure à la date du présent arrêté si les dépenses correspondantes n'ont pas fait l'objet, avant le 1er janvier 1953, d'une imputation comptable différente de celle qui résulterait de l'application de ces dispositions.

Le Ministre,

D.641/21 .

6 juin 1953 .

Monsieur le Ministre,

Par arrêtés du 28 mai 1951 et du 20 juin 1952, vous avez fixé les règles d'imputation et les montants unitaires des dépenses de premier Etablissement à imputer au compte d'Exploitation .

Ces deux arrêtés sont intervenus avant la conclusion de l'avenant du 10 juillet 1952 à la Convention du 31 août 1937 et, de ce fait, exigent quelques modifications. D'autre part, nous nous permettons de vous signaler qu'en ce qui concerne en particulier les dépenses de transformation et de modification du matériel qui font l'objet de l'article 4 de l'arrêté du 28 mai 1951, les dispositions du second paragraphe, limitant à une dépense nette totale de 5 millions l'imputation au Compte d'Exploitation, annulent pour partie les dispositions du premier alinéa du même article qui prévoient que l'imputation est faite au compte d'Exploitation lorsque la dépense nette par objet est inférieure à 100.000 francs .

Il en résulte que les règles à suivre ne sont pas homogènes avec celles que prévoit l'article 3 du même arrêté au sujet des dépenses d'acquisition de mobilier et d'outillage non directement liées à des projets de travaux complémentaires. Pour celles-ci, il est prévu que les acquisitions d'objets identiques dont la valeur unitaire est inférieure à 2 millions, et quel que soit le montant du projet, seront imputées au Compte d'Exploitation (Entretien).

Nous vous proposons, pour corriger ce manque d'homogénéité, d'appliquer, pour les dépenses de transformation ou de modification du matériel, la même méthode que celle actuellement en vigueur pour l'imputation des dépenses d'acquisition de mobilier et outillage telle qu'elle est définie en principe ci-dessus .

.....

Monsieur le Ministre des Travaux Publics, des
Transports et du Tourisme
Direction Générale des Chemins de fer
et des Transports
244, Boulevard Saint-Germain
PARIS .

Il suffirait pour cela, et pour tenir compte en même temps des dispositions de l'arrêté du 20 juin 1952, de prendre comme seuil d'imputation le montant unitaire par objet de 250.000 frs, et d'imputer, dans tous les cas, les dépenses de l'espèce inférieures à ce seuil au compte d'Exploitation en application de l'article 21 B a) de la Convention du 31 août 1937, étant entendu toutefois que, si le projet porte sur un nombre d'opérations identiques tel que la dépense nette totale annuelle prévue au projet atteigne ou dépasse 10 millions, ce projet sera soumis à l'approbation ministérielle .

Ces mesures, tout en laissant à votre Département le contrôle nécessaire, faciliteraient singulièrement nos imputations; des transformations et des modifications de très faible importance unitaire, mais qui concernent un grand nombre d'unités de matériel, forment en effet un projet d'un montant relativement élevé au total qui se répartit sur plusieurs années, quoique la dépense annuelle soit très limitée .

Il nous semble donc préférable de considérer pour ces opérations, non pas l'ensemble du projet, mais seulement la dépense annuelle prévue .

Il reste entendu que, pour les dépenses de transformation et de modification de matériel de valeur unitaire égale ou supérieure à 250.000 frs, le plafond de 5 millions continuera à jouer pour l'imputation de ces dépenses au compte d'exploitation, soit en application de l'article 21 B a), soit en application de l'article 23 de la Convention du 31 août 1937.

Quant à l'avenant du 10 juillet 1952, il intervient par le fait qu'en principe les imputations de matériel et d'outillage, anciennement prévues au compte d'Etablissement, doivent maintenant être faites au compte d'Exploitation (Charges de renouvellement).

Vous voudrez bien trouver, ci-joint, un projet d'arrêté conforme aux dispositions de la Convention du 31 août 1937 modifiée par l'avenant du 10 juillet 1952 et reprenant les idées exposées ci-dessus en ce qui concerne les règles d'imputation. Ce projet, sous réserve de votre approbation, pourrait être substitué aux arrêtés susvisés .

D'autre part, il y aurait lieu, d'accord avec vos services, de procéder à une nouvelle rédaction de l'arrêté du 16 mars 1940 en ce qui concerne les règles à appliquer pour la présentation des projets .

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération .

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : Pierre TISSIER .

PROJET d'ARRETE MINISTERIEL

---:---:---:---:---:---:---

Le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme.

Vu l'article 21 de la Convention du 31 août 1937 réorganisant le régime des chemins de fer français, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949 approuvé par décret du 31 juillet 1949 et par l'avenant du 10 juillet 1952 approuvé par décret du 11 juillet 1952.

Vu les propositions de la Société Nationale des Chemins de fer français, en date du

A R R E T E :

Article 1er - Pour l'application de l'article 21 B a) de la convention visée ci-dessus, seront portés en dépenses, dans le compte conventionnel annuel d'exploitation de la S.N.C.F., les travaux complémentaires de premier établissement (installations fixes, matériel roulant, mobilier et outillage) dont les montants n'atteindront pas les chiffres ci-après:

a) 5.000.000 de francs par projet concernant :

- soit les installations fixes,
- soit l'acquisition ou la construction de matériel roulant,
- soit des transformations ou des modifications de matériel roulant ou de mobilier et outillage, dont la dépense par véhicule ou par objet sera égale ou supérieure à 250.000 francs;

b) 2.000.000 de francs par objet pour les dépenses d'acquisition ou de construction de mobilier et outillage non incorporées dans des projets de travaux complémentaires d'installations fixes, quel que soit le montant du projet;

c) 250.000 francs par véhicule ou par objet pour la transformation ou la modification de matériel roulant ou de mobilier et outillage, quel que soit le montant du projet.

Article 2 - Les chiffres de l'article précédent se rapportent à la valeur absolue du montant net de la dépense, c'est-à-dire du montant brut diminué de la valeur primitive des installations ou du matériel supprimés.

...

Article 3 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires, aura effet à partir du 1er janvier 1953.

Article 4 - Les dispositions des articles 1 et 2 seront applicables aux projets ayant^{été} autorisés par une décision antérieure à la date du présent arrêté si les dépenses correspondantes n'ont pas fait l'objet, avant le 1er janvier 1953, d'une imputation comptable différente de celle qui résulterait de l'application de ces dispositions.

Le Ministre,

28/8/1952 . Sv.

PC 63

Imputation

28 AOUT 1952

Bv 6153

Monsieur le Secrétaire Général
(Subdivision du Domaines)

L'Avenant du 10 juillet 1952 à la Convention du 31 août 1937 a modifié certaines règles d'imputation des dépenses à partir du 1er janvier 1952 .

Les règles actuelles sont toujours applicables en ce qui concerne les acquisitions de terrains et d'immeubles .

Par contre, pour les aliénations de terrains et d'immeubles, le compte " Fonds de renouvellement " n'intervient plus dans la comptabilisation des installations supprimées .

En conséquence, les rubriques financières à faire figurer lors de la présentation des projets à l'approbation de l'Administration Supérieure sont les suivantes :

Projets d'acquisitions de terrains et d'immeubles .

Débit - Compte d'Etablissement .

pour la Valeur d'acquisition (y compris frais d'acquisition).

Projets d'aliénation de terrains et d'immeubles .

Débit - Compte d'Exploitation dépenses - Chapitre 9 - Charges de renouvellement

Crédit - Compte d'Etablissement .

pour la Valeur primitive des installations supprimées .

Crédit - Compte d'Exploitation Recettes - Chapitre 9 - Suppressions d'éléments d'actif .

pour la Valeur nette des ventes .

Le Directeur du Budget,

signé MARC PERNOT

XXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Imputation

28 AOUT 1952

Bv 6154

Monsieur le Directeur du Mouvement .

L'Avenant du 10 juillet 1952 à la Convention du 31 août 1937 a modifié les règles d'imputation des dépenses de mobilier et outillage non connexe à partir du 1er janvier 1952 .

Les dépenses d'acquisition et de transformation d'un montant égal ou supérieur au seuil fixé par arrêté ministériel doivent être imputées au Compte d'Exploitation - Dépenses - Chapitre 8, Charges de renouvellement .

Les dépenses inférieures à ce même seuil continueront à être imputées aux chapitres ordinaires du Compte d'Exploitation Dépenses .

La valeur primitive du mobilier et outillage supprimé ne fera l'objet d'aucune écriture en comptabilité analytique, mais sera portée en comptabilité générale au débit d'un compte spécial d'amortissement par le crédit du compte des immobilisations .

D'autre part, la valeur nette des ventes ou de réemploi des matériaux récupérés provenant des suppressions sera portée au compte d'Exploitation - Recettes - Chapitre 9 - Suppression d'éléments d'actif .

En conséquence, les rubriques financières à faire figurer lors de la présentation des projets à l'approbation de l'Administration Supérieure devront être ainsi libellées :

Projets d'acquisition de mobilier et outillage non connexe .

Débit - Compte d'Exploitation - Dépenses - Chapitre 8 - Charges de renouvellement
formule Valeur d'acquisition .

Projets de transformation de mobilier et outillage non connexe .

Débit - Compte d'Exploitation - Dépenses - Chapitre 8 - Charges de renouvellement
formule Dépenses de transformation .

Crédit - Compte d'Exploitation - Recettes - Chapitre 9 - Suppression d'éléments d'actif .

formule Valeur nette des ventes ou des récupérations de matériaux provenant des suppressions .

Le Directeur du Budget,

Signé MARC PERNOT

XXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

BVG143

Monsieur le Directeur des Installations Fixes .

L'avenant du 10 juillet 1952 à la Convention du 31 août 1937 modifie sensiblement les règles d'imputation des dépenses à partir du 1er janvier 1952 .

1° Mobilier et outillage non connexe :

Les dépenses d'acquisition et de transformation d'un montant égal ou supérieur au seuil fixé par arrêté ministériel doivent être imputées au Compte d'exploitation dépenses - Chapitre 8 - Charges de renouvellement .

Les dépenses inférieures à ce même seuil continueront à être imputées aux chapitres ordinaires du compte d'exploitation dépenses .

La valeur primitive du mobilier et outillage supprimé ne fera l'objet d'aucune écriture en comptabilité analytique, mais sera portée en comptabilité générale au débit d'un compte spécial d'amortissement par le crédit du compte des Immobilisations .

D'autre part, la valeur nette des ventes ou de réemploi des matériaux récupérés provenant des suppressions sera portée au compte d'exploitation Recettes - Chapitre 9 - Suppression d'éléments d'actif .

2° Travaux complémentaires d'installations fixes et mobilier et outillage connexe :-

Aucune modification n'est à apporter aux règles actuelles d'imputation des projets d'installations fixes; toutefois, le compte "Fonds de renouvellement" n'intervient plus dans la comptabilisation des installations supprimées .

La valeur primitive des installations supprimées est à imputer au compte d'exploitation dépenses - Chapitre 8 - charges de renouvellement et la valeur nette des ventes ou de réemploi des matériaux récupérés provenant des suppressions à porter au compte d'exploitation recettes - Chapitre 9 - Suppression d'éléments d'actif .

En conséquence, les rubriques financières à faire figurer lors de la présentation des projets à l'approbation de l'Administration Supérieure devront être ainsi libellées :

Projets de mobilier et outillage non connexe .

Débit - Compte d'exploitation dépenses - Chapitre 8 - Charges de renouvellement
Valeur d'acquisition .

.....

Projets de transformation de mobilier et outillage non connexe .

Débit - Compte d'exploitation dépenses - Chapitre 8 - Charges de renouvellement
Dépenses de transformation .

Crédit - Compte d'exploitation recettes - chapitre 9 - Suppression d'éléments
d'actif .

Valeur nette des ventes ou des récupérations des matériaux provenant
des suppressions .

Projets de travaux complémentaires d'installations fixes (y compris
mobilier et outillage connexe) .

Compte d'Etablissement .

Débit - Dépenses de travaux neufs .

Crédit - Valeur primitive des installations fixes et du mobilier et outillage
connexe supprimés .

Débit - Compte d'exploitation dépenses - chapitre 8 - charges de renouvellement .
Valeur primitive des installations fixes et du mobilier et outillage
connexe supprimés .

Crédit - Compte d'Exploitation recettes - chapitre 9 - Suppression d'éléments
d'actif .

Valeur nette des ventes ou des récupérations des matériaux provenant
des suppressions .

Le Directeur du Budget,

S.N.C.F.

13 mars 1950

Service du Budget
et des Contrôles

N O T E

pour Monsieur le Secrétaire Général

Le Service B a établi un projet de rapport au Conseil d'Administration sur l'emploi des Ressources du Fonds de Renouvellement en 1949. Dans ce rapport, il n'est question que des ressources propres à l'exercice.

Un contre projet, rédigé par le Service F, fait apparaître le solde du Fonds à fin 1949 et le prélèvement sur ce solde.

A notre avis, il est inopportun de présenter le rapport sous cette dernière forme étant donné que la masse des dépenses à couvrir est très supérieure au montant du prélèvement que l'on se propose de faire adopter par le Conseil ; ce prélèvement sur le solde disponible du Fonds pourrait ainsi paraître arbitraire.

Il semble préférable de montrer que nous employons effectivement toutes les ressources de l'année. Ce n'est naturellement qu'une affaire de présentation car, en définitive, nous sommes d'accord avec F sur le montant des sommes à prélever.

signé: BOIVIN-CHAMPEAUX.

9 mars 1950.

CONTRE PROJET
du Service F.

RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SUR L'EMPLOI DU FONDS DE RENOUVELLEMENT A FIN 1949

En exécution de l'article 28 de la Convention du 31 août 1937, modifiée par l'avenant du 30 juillet 1949, le Conseil doit, chaque année, fixer l'emploi des ressources du fonds de renouvellement.

Le présent rapport a pour objet de porter à la connaissance du Conseil le montant de l'accroissement des ressources du fonds de renouvellement au titre de l'exercice 1949 et de soumettre à son approbation des propositions relatives à l'emploi des ressources de ce fonds.

Les chiffres cités ne sont encore que des chiffres approchés, mais leur approximation paraît suffisante pour permettre de dégager les principes à appliquer pour l'arrêté des écritures de l'exercice.

Un compte rendu sera présenté au Conseil dès que les résultats définitifs auront été obtenus.

Dotation du fonds de renouvellement pour l'exercice 1949

La Convention du 9 septembre 1939 relative au régime financier des Chemins de fer en temps de guerre a cessé d'avoir effet et la liquidation des comptes de l'exercice 1949 est réglée par la Convention du 31 août 1937 modifiée par l'avenant en date du 30 juillet 1949.

Conformément à l'article 23 de cette Convention, dans son nouveau texte, le fonds de renouvellement des installations et du matériel de la S.N.C.F. est alimenté par une dotation annuelle qui comprend deux éléments distincts.

1er élément

Le premier élément est égal, pour chaque exercice, à 20 des dépenses complémentaires de 1er établissement proprement dites (installations et matériel), à l'exclusion de celles concernant le remplacement et la transformation du matériel roulant, du mobilier et de l'outillage et de celles énumérées au paragraphe B (b, alinéa 2) de l'article 21, ces dernières étant amorties par inscription au Compte d'Exploitation.

....

Cet élément est en 1949 de 4.330 M.

2ème élément

Le deuxième élément est destiné à assurer le renouvellement du matériel roulant, du mobilier et de l'outillage. Son montant est fixé pour chaque exercice en tenant compte de la valeur de remplacement du matériel nécessaire aux besoins du trafic et de sa durée normale d'utilisation. En aucun cas, il ne peut être inférieur à la somme nette effectivement dépensée pendant l'exercice pour le renouvellement considéré. Toutefois, pour l'exercice 1949, il doit être égal à 20% du montant brut des dépenses de l'espèce .

Cet élément est en 1949 de 570 M.

Le montant de la dotation du fonds de renouvellement à effectuer au titre de l'exercice 1949 par prélèvement sur le compte d'exploitation s'élève ainsi à 4.900 M.

Mouvement, en 1949, du Fonds de renouvellement

A fin 1948, le fonds de renouvellement présentait un solde disponible de M
18.412 3

A cette somme, il y a lieu d'ajouter la dotation de l'exercice 1949, égale comme il est dit précédemment à M
4.900

Par application de l'article 23 susvisé, le fonds de renouvellement doit être affecté à l'amortissement de la valeur en écritures des installations et du matériel supprimés, sous déduction de la valeur de liquidation des vieilles matières ou de réemploi des matériaux utilisables, soit en 1949 :

- Valeur en écritures des installations
et du matériel supprimés 430 M.

à déduire:

- Valeur de liquidation des vieilles
matières ou de réemploi des matériaux
utilisables 820 M.

Solde créditeur M
390
23.702,3

Cette dernière somme devant être affectée, dans les conditions prévues à l'article 28, à la couverture des dépenses d'Etablissement et éventuellement des dépenses rattachées, nous proposons au Conseil de limiter le prélèvement à effectuer à ce titre à l'accroissement du solde disponible par rapport à sa valeur au 31 décembre 1948.

C'est donc une somme de 5.290 M. qui serait utilisée à la couverture de ces dépenses.

Situation des prélèvements effectués sur le Fonds de Renouvellement et affectés en couverture à fin 1949.

Compte tenu de l'affectation qui vient d'être proposée, le montant total des prélèvements effectués et affectés en couverture des dépenses d'établissement ou rattachées à fin 1949, s'élèverait à 16.646 M.3
=====

Ce projet mis au point par M. Lemaire
avant son départ est actuellement soumis
à M. Porchez.

28-2-44

mb.

15-5-44

PROJET

ANNUITE DE RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS FIXES

(Prix 1943)

La présente note a pour objet de déterminer une annuité théorique capable d'assurer le renouvellement, dans des conditions normales, des installations fixes de la S.N.C.F. et de comparer le résultat obtenu avec les dépenses faites à ce titre en année normale que leur montant soit imputé au compte d'exploitation ou au compte d'établissement.

1ère Partie

Détermination de l'annuité théorique de renouvellement des installations fixes

Nous nous sommes efforcés :

- 1°) de déterminer la valeur (V) à attribuer aux installations fixes (main d'oeuvre et matières) au prix actuel de neuf, étant supposé que le chemin de fer est arrivé, dans la grande majorité de ses installations, à une période de stabilité et qu'il n'y a pas lieu, en conséquence, de prévoir le renforcement de ces installations à l'occasion de leur remplacement.
- 2°) de fixer la durée moyenne (N) de chaque catégorie d'installation
- 3°) de calculer l'annuité moyenne de renouvellement nécessaire (A) pour chaque grande catégorie d'installations, déduction faite de la valeur de récupération du matériel retiré correspondant au matériel neuf utilisé.

I - Valeur actuelle (V) des installations -

Les évaluations ont été effectuées sur les bases suivantes :

A - VOIE -

1° - MATERIEL

- Rails - Le matériel métallique (rails, éclisses, boulons, tirefonds, etc ...) a été évalué à 310 000 f le Km de voie simple, prix du matériel métallique de la voie neuve "type 50 k" (utilisé pour l'exécution de nos programmes de renouvellement en matériel neuf) et on a tablé sur 80 000 km de voie simple à renouveler, par cascades successives, au cours d'un cycle complet.

- Traverses - Le prix unitaire des traverses neuves a été fixé à 94 f (prix moyen des traverses chêne et hêtre injectées, toutes séries) et on a tablé sur 125 000 000 de traverses actuellement en voie.

- Ballast - L'apport moyen de ballast neuf au cours des renou-

.....

Copie
pour M. Lemaire

Prix
1950

4 231 000

1150 ±

vellements est de 1 000 mc (1 500 T) au km de voie simple, ce qui donne pour un cycle complet de renouvellement.

- voies principales : 60 000 km x 1 500 = 90 000 000 T
- voies de service : 20 000 km x 1 500 = 30 000 000 T dont 1/4 seulement, soit 7 500 000, à prévoir à renouveler

Le prix moyen de la tonne de ballast a été fixé à :

525^f 50 f la tonne pour la pierre cassée utilisée pour le ballastage des voies principales,

40 f la tonne pour le caillou roulé, ou le tout venant, utilisé pour le ballastage des voies de service.

500.000⁺ - Appareils de voie - Le prix du branchement simple a été évalué à 30 000 f et le nombre des appareils existant en voie (les TJ étant comptées pour 2 branchements) à 120 000.

2° - MAIN D'OEUVRE

La main d'oeuvre des renouvellements a été évaluée à :

- 735.000
493.000
- renouvellement de voie : 120 000 f le Km (moyenne pondérée du renouvellement de voie complète et du renouvellement de rails seuls)
 - renouvellement de ballast : 75 000 f le km (moyenne de renouvellement de ballast seul et de ballast simultané)
 - appareils : 8 000 f en moyenne

Ce qui donne pour un cycle complet :

- voie	80 000 k x 120 000	= 9 600 M)	
- ballast	65 000 k x 75 000	= 4 875 M)	15 435 M
- appareils	120 000 x 8 000	= 960 M)	

B - OUVRAGES D'ART -

On a distingué :

- les ouvrages métalliques pour lesquels on a évalué le tonnage total de métal en oeuvre,
- les ouvrages en maçonneries pour lesquels on a évalué, séparément, le cube total :
- des maçonneries de ponts métalliques,
- des ponts en maçonnerie,
- des ouvrages en béton armé,
- des murs de soutènement
- les souterrains pour lesquels on a déterminé :
 - la longueur totale des souterrains à 2 voies,
 - la longueur totale des souterrains à 1 voie

.....

On a appliqué les prix unitaires en vigueur pour ces diverses natures d'ouvrages.

C - BATIMENTS -

Les établissements ont été classés en diverses catégories au point de vue de l'importance ferroviaire (gares de 1ère classe, de 2ème classe, etc ... dépôts etc ...) et, dans chaque classe, on a déterminé la valeur moyenne réelle pour 2 ou 3 établissements de la classe considérée et le nombre d'établissements existants.

D - AUTRES INSTALLATIONS -

Pour les autres installations on a procédé à un inventaire général de chaque catégorie de matériel en oeuvre et on a appliqué les prix unitaires en vigueur en 1943.

Les évaluations effectuées conformément aux indications ci-dessus (voir tableaux récapitulatifs ci-annexés) donnent :

	<u>Milliards</u>
a) Voie	60,4
b) Ouvrages d'art	79,9
c) Installations de signalisation et de traction électrique	13,3
d) Matériel fixe des gares	1,7
e) Installations hydrauliques	4,2
f) Bâtiments et logements	50,
g) Installations de production et de transport d'énergie électrique	5,2
h) Sous-stations électriques	2,6
i) Installations diverses	3,7

	221,0

II - Durée (N) d'amortissement -

Pour déterminer la durée moyenne d'amortissement des installations, il a été tenu compte des considérations ci-dessous :

1°) En ce qui concerne la voie, que nous considérons comme étant actuellement dans la période de renouvellement, la durée d'amortissement a été déterminée en divisant la quantité de rails, traverses, ballast, appareils de voie existante par la quantité de ces matériaux dont l'expérience nous a conduits à effectuer le renouvellement pendant une année normale.

Rails - On renouvelle en année normale 1 120 km de voie en rails neufs (1000 km de voie complète et 120 km de rails seuls).

La durée moyenne des rails ressort donc à : $\frac{80\ 000\ \text{km}}{1\ 120\ \text{km}} = 72\ \text{ans}$
(la durée réelle présente des écarts importants autour de cette

.....

durée moyenne : 12 ans pour les rails qui sont rebutés lors de leur retrait après un 1er emploi sur les lignes de 1ère catégorie A ; 100 ans pour les rails qui sont utilisés par substitution successives sur les grandes lignes, puis sur les lignes secondaires, enfin sur les lignes coordonnées ou les voies de service. La durée moyenne pondérée calculée pour l'ensemble d'un cycle de renouvellement ressort bien à 72 ans).

Traverses - On emploie en "renouvellement" en année normale 2 500 000 traverses par an. La durée moyenne des traverses ressort donc à :

$$\frac{125\ 000\ 000}{2\ 500\ 000} = \underline{50\ \text{ans}}$$

(A noter qu'il s'agit là d'une durée fictive, la durée réelle, compte tenu de l'emploi de 1 500 000 traverses à l'entretien, ressort à 30 ans)

Ballast - On met en voie, au titre "renouvellement", 3 000 000 t de ballast par an (dont, en principe, 2 750 000 t de pierre cassée sur les voies principales et 250 000 t de cailloux roulés ou tout venant sur les voies de service).

La durée moyenne du ballast ressort donc à :

$$\frac{97\ 500\ 000\ \text{t}}{3\ 000\ 000\ \text{t}} = \underline{32\ \text{ans}}$$

Appareils - On met en voie 5 000 appareils, par an.

La durée moyenne des appareils ressort donc à : $\frac{120\ 000}{5\ 000} = \underline{24\ \text{ans}}$

2°) Certaines installations se démodent par suite de l'évolution de la technique et sont à remplacer avant qu'elles ne soient arrivées à limite d'usure et sans qu'il y ait cependant augmentation du "potentiel" du chemin de fer.

C'est ainsi que les bâtiments de grandes gares sont reconstruits ou profondément modifiés avant d'avoir atteint leur limite de vétusté.

La durée de vie de ces bâtiments a été frappée d'un coefficient de modernisation de 2/3.

3°) Le cycle assez court de certaines grosses réparations (toitures de bâtiments par exemple) a pour effet de réduire la durée moyenne de vie de ces installations.

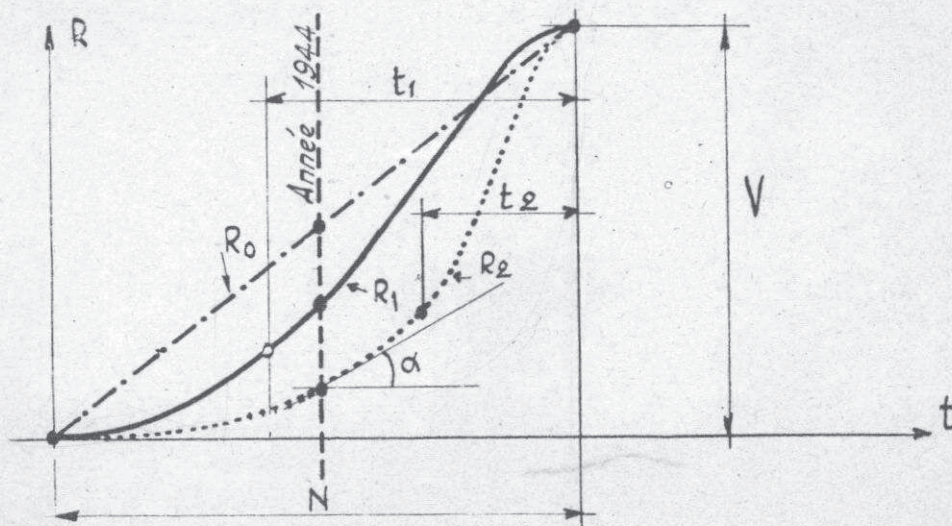
La durée maximum des bâtiments a, en conséquence, été limitée à 150 ans alors que la durée du gros oeuvre de certains bâtiments est supérieure à ce chiffre. La durée de vie des bâtiments a été échelonnée sur 5 catégories : 150 - 120 - 100 - 80 - 50 ans allant des bâtiments en dur de construction particulièrement soignée jusqu'aux bâtiments en bois.



III - Annuité (A) de renouvellement -

a) Coefficient d'âge :

Le quotient de la valeur actuelle (V) des installations par la durée d'amortissement (N) nous donnerait pour chaque catégorie d'installations une annuité moyenne brute de renouvellement, mais en pratique le cumul des sommes consacrées chaque année au renouvellement, c'est-à-dire des annuités, n'est pas en général une fonction linéaire du temps, si nous reprenons graphiquement cette fonction $R = f(t)$, la courbe a, en effet, l'allure générale ci-dessous :



Suivant la nature des installations et leur durée d'amortissement, la courbe aura l'allure R_0 , R_1 ou R_2 .

En général, les sommes consacrées au renouvellement croissent lentement au début du cycle et plus ou moins rapidement lorsque les installations sont entrées dans la "période des renouvellements" : t_1 , t_2 .

L'annuité de renouvellement ($A = \frac{V}{N}$) n'est une constante que dans le cas de la courbe R_0 qui s'applique à des installations dont l'importance des renouvellements est constante. C'est le cas particulier de la voie dont les renouvellements, d'importance sensiblement égale, sont exécutés régulièrement chaque année.

Dans le cas général, l'annuité de renouvellement est de la forme $A = \frac{dV}{dt}$ que l'on peut représenter par $A = K \frac{V}{N}$, K étant un "coefficient d'âge" variable avec la nature des installations et leur âge actuel :

- au début du cycle, lorsque les installations sont jeunes $A < \frac{V}{N}$ et le coefficient K est < 1 .

.....

- pendant la "période de renouvellement" $\lambda > \frac{V}{N}$ et $K > 1$.

L'expérience nous a conduits à adopter les valeurs actuelles (début de 1944) ci-dessous pour le coefficient d'âge.

a) Voie	1	
b) Ouvrages d'art	0,06 à 0,7	(1)
c) Installations du S.E.S. et de traction électrique ; 1 en général, 0,8 pour les installations de construction récente	0,35	(2)
d) Matériel fixe	0,7	
e) Installations hydrauliques	0,4 à 1	
f) Bâtiments	0,3 à 1	(1)
g) Installations de production et de transport d'énergie électrique	0,2	
h) Sous-stations électriques	0,3	
i) Installations diverses	1	

Il convient de remarquer toutefois que ces coefficients sont à réviser périodiquement à mesure que les installations entrent dans la période de renouvellement. Ce sera, prochainement, le cas des nouvelles installations électriques (S.E.S., énergie électrique et sous-stations).

b) annuité de renouvellement actuelle :

Si nous admettions qu'il faille chaque année mettre de côté en vue du renouvellement des installations fixes les sommes auxquelles conduit le calcul de l'annuité brute de renouvellement, nous serions amenés, ainsi que l'on vient de le voir, à constituer longtemps à l'avance des provisions pour toutes les catégories d'installations qui ne sont pas encore entrées dans la période de renouvellement. C'est notamment le cas des ouvrages d'art. Il a donc paru logique de corriger l'annuité brute de renouvellement et de la réduire pour la ramener à un montant plus en proportion avec les sommes à dépenser réellement d'où l'idée d'utiliser le coefficient d'âge dont on vient de parler. L'annuité à envisager serait égale à l'annuité brute diminuée de l'annuité des matières de récupération et réduite à l'aide du coefficient d'âge.

En définitive, nous pouvons calculer successivement :

- 1 - l'annuité moyenne brute de renouvellement,
- 2 - l'annuité de "vieilles matières",
- 3 - l'annuité moyenne nette (déduction faite des vieilles matières)
- 4 - l'annuité actuelle qui est égale à l'annuité moyenne nette corrigée à l'aide du coefficient d'âge.

.....

-
- 1) Cycle de longue durée ; voir tableaux ci-annexés.
 - 2) (Ouvrages en béton ~~arme de construction récente~~ : $K = 0,06$
 (Tunnels : cycle de très longue durée : $K = 0,20$
 (Ouvrages métalliques qui approchent de la "période de renouvellement"
 ($K = 0,7$

Pour chaque grande catégorie d'installations, nous obtenons les chiffres repris au tableau ci-dessous :

	(1)	(2)	(3)	(4)
a) Voie .L.....	1 365 ^M	125 ^M	1 240 ^M	1 240 ^M
b) Ouvrages d'art .K.....	587	9	578	136
c) Installations du S.E.S. et de traction électrique	417		408	132
d) Matériel fixe	595	132	463	440
e) Installations hydrauliques	25	1	24	17
f) Bâtiments	58	4	54	36
g) Installations de production et de transport d'énergie électrique..	477	"	477	230
h) Sous-stations électriques	103	7,5	96	19
i) Installations diverses	62	11	51	15
	72	6	66	66
	3 144	295	2 829	2 195

Nous proposons d'arrondir à 2 200 M le montant de l'annuité actuelle de renouvellement.

2ème Partie

Comparaison de l'annuité théorique avec les dépenses réellement faites

Nous avons comparé l'annuité de renouvellement avec le total des dépenses de renouvellement inscrites actuellement aux comptes Exploitation (G.R.) et de 1er Etablissement (T.C.)

En ce qui concerne les dépenses d'exploitation, nous avons fait état des dépenses de grosses réparations prévues au budget théorique de paix.

Nous avons considéré que les dépenses de renouvellement figurant au compte d'établissement sont égales, aux prix actuels, aux valeurs des installations supprimées des projets figurant aux différents programmes d'établissement (programmes quinquennaux, programme spécial d'équipement, programme ordinaire).

.....

Le tableau ci-dessous résume la comparaison :

Articles : de la no- menclature budgétaire :	G.R. (budget théorique "Paix")	T.C. (part de "renouv pur")	Total	Annuité : actuelle: calculée :	Diffé- rence
Chap. IV:					
14-15-16 : Voie	1 230 M	80 M	1 310 M	1 296 ⁽¹⁾ M	+ 14 M
17 : Ouvrages d'art.....	99	25	124	132	= 8
18-19 : Installations du SES: : & de traction élec- : trique	113	120	233	440	= 207
20 : Matériel Fixe	18	20	38	27 ⁽¹⁾	+ 11
21 : Installations hy- : drauliques	8	5	13	36	= 23
22-23 : Bâtiments	91	70	161	230	= 69
(: Installations de (: production et de Chap.V (: transport d'énergie: art. 7 (: électrique		"		19	= 19
parag. 2 (: Sous-stations élec- (: triques		"		15	= 15
Total	1 559 ^M	320 ^M	1 879 ^M	2 195 ^M	= 316 ^M

Dans l'ensemble, l'annuité de renouvellement est supérieure à celle actuellement dépensée par la S.N.C.F. pour le renouvellement de ses installations fixes.

Les divergences constatées sont assez grandes en ce qui concerne les installations du SES (207 M), les installations hydrauliques (23 M), les bâtiments (69 M), les installations d'énergie électrique (19 M) et les sous-stations électriques (15 M). Ces divergences tiennent au fait qu'une partie importante de ces installations a été renouvelée à l'occasion de l'exécution des programmes de T.C. D'autre part, des travaux qui, en fait, constituent des renouvellements partiels, sont imputés néanmoins à l'entretien courant (art. 8 - 11 - 12 - 13), ce qui, par conséquent, a rajeuni ces installations.

• • • • •

(1) L'annuité "installations diverses" a été répartie entre les art. 16 et 20

Art. 16	56 M
Art. 20	10 M

Suivant la manière dont elle a été calculée, l'annuité de renouvellement doit progressivement augmenter au cours des annuités à venir en même temps que les installations vieilliront et que celles que l'on pouvait encore considérer comme étant de construction récente entreront en période de renouvellement.

Si, par exemple, les installations de la voie sont bien dans le cycle et si nous n'avons pas à envisager une variation sensible de l'annuité de renouvellement dans un proche avenir, nous devons, au contraire, nous attendre pour les ouvrages d'art à une progression très lente de l'annuité de renouvellement qui atteindra, dans un délai assez éloigné, une importance considérable.

Pour les bâtiments, l'accroissement sera plus rapidement sensible.

Pour les installations du SES, la durée du cycle est très courte (22 ans) et les variations de l'annuité de renouvellement seraient rapidement sensibles si elles n'étaient tempérées par l'exécution des programmes de T.C.

Une étude complémentaire nous permettra de préciser la variation que nous pouvons escompter dans un proche avenir en ce qui concerne la variation probable de l'annuité du SES.

RS. 5/1/1944

V. 136 AC.

Pcl-3.

Inv. 180

ANNUEL DE RENEUVELLEMENT DES INSTALLATIONS FILIERE

Unité	Ponts métalliques :	Ponts en :	maçonnerie :	Murs :	Tunnels :	1 voie :	2 voies :	Total :
	acier :	maçonnerie :	B.A. :	m3 :	m3 :	km :	km :	
	tonne :	mètre cube :	m3 :	m3 :				
Nombre d'unités	790.000	7.600.000	375.000	22.000.000	333	300		
Prix unitaire en neuf	13.000	750 f	2.000 f	750 f	42M	60M		
Valeur en neuf	9.100M	5.700M	750M	16.500M	13.400M	18.000M		72.875M
durée de vie	100 ans	150 ans	150 ans	200 ans	250 ans	250 ans		
Coefficient de réduction de la durée de vie pour modernisation	"	"	"	"	"	"		
durée fictive de vie	100 ans	150 ans	150 ans	200 ans	250 ans	250 ans		
Annuité brute de renouvellement	61M	38M	5M	82M,5	44,7M	60M		206,7M
Annuité de vieilles matières	4M	1M	"	2,5M	"	"		2,7M
Annuité nette de renouvellement	57M	37M	5M	80M	44,7M	60M		178M
Coefficient d'âge	70 %	40 %	6 %	25 %	20 %	30 %		
Annuité	60,9M	14,8M	0,5M	20M	9M	12M		100M

55/3/1/44.

PCB3
Annuité int. ix -

V O I E

- 1 - Définition de l'unité caractéristique
- 2 - Nombre d'unités
- 3 - Prix unitaire en neuf.
- 4 - Valeur en neuf
- 5 - Durée de vie
- 8 - Annuité brute de renouvellement
- 9 - Annuité de vieilles matières
- 10 - Annuité de renouvellement

Rails	Traverses	Ballast	Appareils	Main-d'œuvre	Ensemble
km de Vie	Nombre	Tonne	Nombre	"	"
80.000	125.000.000	97.500.000	120.000	"	"
210.000 ^f	94 ^f	40 et 50 ^f	50.000 ^f	"	"
34.800 ^M	11.750 ^M	4.800 ^M	3.600 ^M	15.435 ^M	60.385 ^M
72 ans	50 ans	32 ans	24 ans		
243 ^M	255 ^M	150 ^M	150 ^M	485 ^M	1.365 ^M
70	25	"	30	"	135
275 ^N	210 ^N	150 ^N	120 ^N	485 ^N	1.340 ^M

Durée d'amortissement pondérée :

$$\frac{60.385}{1.365} = 45 \text{ ans.}$$

— : — : — : — : — : — : — : — : — : —

Tère PARTIE

Nous nous sommes efforcés:

- I
- ^o
- Valeur actuelle (V) des installations.

Milliards

• • • •

2° Durée (N) d'amortissement.

Pour déterminer la durée moyenne d'amortissement des installations, nous avons tenu compte des considérations ci-dessous :

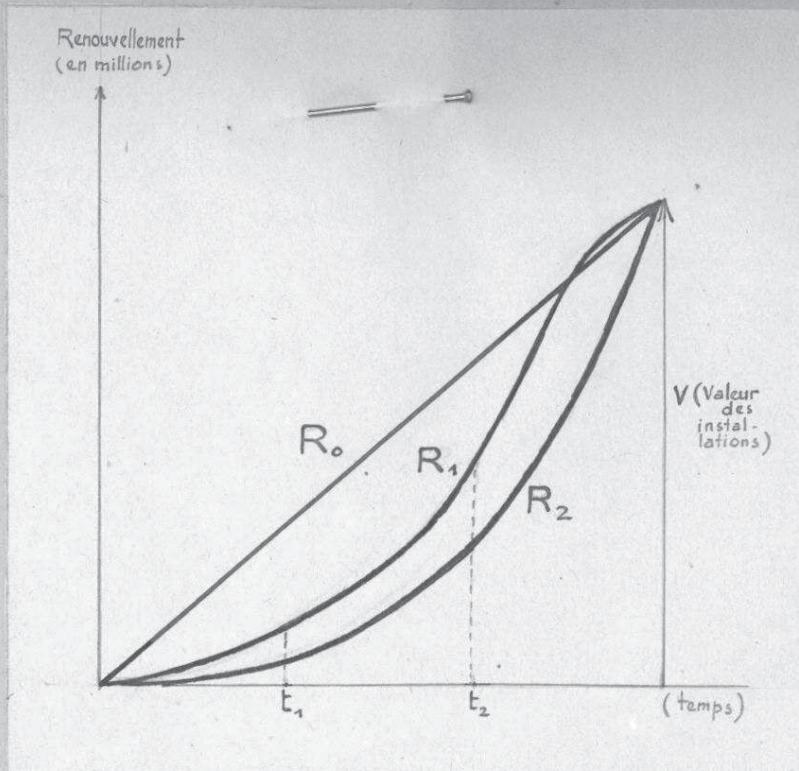
- certaines installations se démodent par suite de l'évolution de la technique et sont à remplacer avant qu'elles ne soient arrivées à limite d'usure et sans qu'il y ait cependant augmentation du "potentiel" du chemin de fer; par exemple des bâtiments de grande gare sont reconstruits ou profondément modifiés avant d'avoir atteint leur limite de vétusté.
- le cycle assez court de certaines grosses réparations (toitures de bâtiments par exemple) a pour effet de réduire la durée moyenne de vie de ces installations.
- en ce qui concerne la voie, la durée d'amortissement a été déterminée d'une façon simple en divisant la quantité de rails, traverses, ballast, appareils de voie existante par la quantité de ces matériaux dont l'expérience nous a conduits à prévoir le renouvellement pour une année normale.

Pour chaque grande catégorie d'installation, la durée d'amortissement pondérée à laquelle nous avons été ainsi amenés, est indiquée ci-dessous :

a) Voies.....	45 ans
b) Ouvrages d'art	200 ans
c) Installations du S.E.S. et de traction électrique	22 ans
d) Matériel fixe	70 ans
e) Installations hydrauliques	75 ans
f) Bâtiments	100 ans
g) Installations diverses	50 ans
h) Installations de production et de transport d'énergie électrique	50 ans
i) Sous-stations électriques	43 ans

3° Coefficient d'âge.

Le quotient de la valeur actuelle (V) des installations par la durée d'amortissement (N) nous donnerait pour chaque catégorie d'installations une annuité moyenne brute de renouvellement, mais en pratique le cumul des sommes consacrées chaque année au renouvellement, c'est-à-dire les annuités, n'est pas en général une fonction linéaire du temps. Si nous reprenons graphiquement cette fonction $R = \frac{V}{N}$ (\propto), la courbe a, en effet, l'allure générale ci-dessous :



Suivant la nature des installations et leur durée d'amortissement, la courbe aura l'allure R_0 , R_1 ou R_2

En général, les sommes consacrées au renouvellement croissent lentement au début du cycle et plus ou moins rapidement lorsque les installations sont entrées dans la "période des renouvellements" : t_1 , t_2 .

L'annuité de renouvellement ($A = \frac{V}{N}$) n'est une constante que dans le cas de la courbe R_0 . Celle-ci s'applique en particulier à la voie où des renouvellements, d'importance sensiblement égale, sont exécutés régulièrement chaque année.

Dans le cas général, l'annuité de renouvellement est de la forme $A = \frac{d}{dt}$ que l'on peut représenter par $A = K \frac{V}{N}$, K étant un "coefficient d'âge", variable avec la nature des installations et leur âge actuel :

- au début du cycle, lorsque les installations sont jeunes $A < \frac{V}{N}$ et le coefficient K est I .
- pendant la "période de renouvellement" $A > \frac{V}{N}$ et $K > I$.

L'expérience nous a conduits à adopter les valeurs actuelles ci-dessous pour le coefficient d'âge.

.....

a) Voie	I	
b) Ouvrages d'art	0,06 à 0,7	(I)
c) Installations des S.E.S. et de traction électrique :		
I en général		
0,5 pour les postes à pouvoir de construction récente.		
d) Matériel fixe	0,3 à I	(I)
e) Installations hydrauliques.....	0,6	
f) Bâtiments	0,3 à I	(I)
g) Installations diverses	I	
h) Installations de production et de transport d'énergie électrique.....	0,2	
i) Sous-stations électriques	0,3	

Il convient de remarquer toutefois que ces coefficients sont à réviser périodiquement à mesure que les installations entrent dans la période de renouvellement. Ce sera, par exemple, le cas des nouvelles installations électriques (S.E.S., énergie électrique et sous-stations).

4° Annuité de renouvellement.

Si nous admettions qu'il faille chaque année mettre de côté en vue du renouvellement des installations fixes les sommes auxquelles conduit le calcul de l'annuité brute de renouvellement, nous serions amenés, ainsi que l'on vient de le voir, à constituer longtemps à l'avance des provisions pour toutes les catégories d'installations qui ne sont pas encore rentrées dans la période de renouvellement. C'est notamment le cas des bâtiments et surtout des ouvrages d'art. Il a donc paru logique de corriger l'annuité brute de renouvellement et de la réduire pour la ramener à un montant plus en proportion avec les sommes à dépenser réellement, d'où l'idée d'utiliser le coefficient d'âge dont on vient de parler. L'annuité à envisager serait égale à l'annuité brute diminuée de l'annuité des matières de récupération et réduite à l'aide du coefficient d'âge.

En définitive, nous pouvons calculer successivement :

- 1 - l'annuité moyenne brute de renouvellement.
- 2 - l'annuité de "vieilles matières".
- 3 - l'annuité moyenne nette (déduction faite des vieilles matières).
- 4 - l'annuité actuelle qui est égale à l'annuité moyenne nette corrigée à l'aide du coefficient d'âge.

Pour chaque grande catégorie d'installations, nous obtenons les chiffres repris au tableau ci-dessous :

(I) cycle de très longue durée.

.....

	(1)	(2)	(3)	(4)	"
a) Voie	1.365 ^M	125 ^M	1.240 ^M	1.240 ^M	"
b) Ouvrages d'art.....	387	9	378	130	"
c) Installations du S.E.S. et de traction électrique	595	132	463	388	"
d) Matériel fixe	15,78	1	14,7	7	"
e) Installations hydrauliques.....	81,6	8,6	73	44	"
f) Bâtiments	477	"	477	230	"
g) Installations diverses	63	6	57	57	"
h) Installations de production et de transport d'énerg.élect. :	103	7,5	95	19	"
i) Sous-stations électriques.....	62	11	51	15	"
					"
		300 ^M	2.849 ^M	2.130 ^M	"
					"

A l'annuité ainsi obtenue : 2.130 M., il convient d'ajouter des frais généraux (au taux de 20%). On obtient une annuité qui, arrondie, s'élève à 2.500 M.

2ème PARTIE

Comparaison de l'annuité théorique des dépenses réellement faites.

Nous avons comparé l'annuité de renouvellement avec le total des dépenses de renouvellement inscrites actuellement aux comptes Exploitation (G.R.) et de 1er Etablissement (T.C.).

En ce qui concerne les dépenses d'exploitation, nous avons fait état des dépenses de grandes réparations prévues en budget théorique de paix.

Nous avons considéré que les dépenses de renouvellement figurant au compte d'établissement sont égales, aux prix actuels, aux valeurs des installations supprimées des projets figurant aux différents programmes d'établissement (programmes quinquennaux, programme spécial d'équipement, programme ordinaire).

Le tableau ci-dessous résume la comparaison :

Articles : de la no- menclature: budgétaire:		G.R. (budget théorique "Paix")	T.C. (part de renouvel- ment pur)	Total	Annuité actuelle calculée	Diffé- rence	
I4-I5-I6	Voie	I.230 ^M	80 ^M	I.310 ^M	I.290 ^M (I)	- 20 ^M	"
I7	Ouvrages d'art.....	99	25	I24	I30	+ 6	"
I8-I9	Installations du SES et de traction:						"
	électrique	I13	I20	233	388	+ I55	"
20	Matériel Fixe.....	I8	20	38	I8 (I)	- 20	"
21	Installations hydrauliques.....	8	"	8	44	+ 36	"
22-23	Bâtiments.....	9I	70	I6I	230	+ 69	"
	Installations di- verses						"
	Installations de production et de transport d'éner- gie électrique....	"	"	"	49	+ 19	"
	Sous-stations élec- triques	"	"	"	15	+ 15	"
	Total			I 874	2130	+ 256	"

(I) L'annuité "installations diverses" a été répartie entre les art. I6 et 20.

aux dépenses faites
Dans l'ensemble, l'annuité de renouvellement (en principal) est largement supérieure à celle actuellement dépensée par la S.N.C.F. pour le renouvellement de ses installations fixes.

Les divergences constatées sont assez grandes en ce qui concerne les installations du SES (155 M.), les installations hydrauliques (36 M.), les bâtiments (69 M.), les installations d'énergie électrique (19 M) et les sous-stations électriques (15 M.). Ces divergences tiennent au fait qu'une partie importante de ces installations a été renouvelée à l'occasion de l'exécution des programmes de TC.

Il résulte, d'autre part, de la manière suivant laquelle a été calculée l'annuité de renouvellement que celle-ci doit progressivement augmenter au cours des annuités à venir en même temps que les installations vieilliront et que celles que l'on pouvait encore considérer comme étant de construction récente entreront en période de renouvellement.

Si, par exemple, les installations de la voie sont bien dans le cycle et si nous n'avons pas à envisager une variation sensible de l'annuité de renouvellement dans un proche avenir, au contraire nous devons nous attendre pour les ouvrages d'art à une progression très lente de l'annuité de renouvellement.

Pour les bâtiments, l'accroissement sera plus rapidement sensible. Pour les installations du SES, la durée du cycle est très courte (22 ans), les variations de l'annuité de renouvellement seraient rapidement sensibles si elles n'étaient tempérées par l'exécution des programmes de T.C.

Une étude complémentaire nous permettra de préciser la variation que nous pouvons escompter dans un proche avenir en ce qui concerne la variation probable de l'annuité du S.E.S.

RD. 30/12/1943

Pcl-3

Amik ink fcs

N O T E

-:-:-

M. CHABANEK me communique les renseignements suivants à propos de l'annuité de renouvellement des installations fixes.

Il s'agissait de la détermination de l'annuité de récupération de matières relatives aux installations hydroélectriques. Les chiffres sont les suivants:

- a) Pour les usines hydrauliques, les postes à haute tension, on peut admettre que le $1/4$ de la dépense est représenté par les installations électro-mécaniques d'une durée de 40 ans environ. On admet, d'autre part que le prix auquel serait récupéré ces installations est de 4% du neuf, ce qui conduit à la valeur suivante :

$$(2.500^M + 800^M) \times 1/4 \times 4\% = 33^M.$$

L'annuité serait de :

$$33^M : 40 \text{ ans} = 800.000^f.$$

- b) Lignes aériennes à haute tension.
En ce qui concerne ces installations, la valeur de reprise serait de 20% de la valeur du neuf, ce qui représente une somme de :

$$1.680^M \times 20\% = 336^M.$$

La durée de vie étant de 50 ans, l'annuité serait de 6 M.7.

- c) au total, l'annuité de vieilles matières serait de 7 M.5.

RD. 21/12/1943

S.N.C.F.

DIRECTION GENERALE

Service de l'Energie
Electrique

EW 76-037 / 16.234

Paris, le 29 octobre 1943.

B 30/10/1943
n° 9.465

Monsieur le Directeur du Service du Budget,

Comme suite à votre demande et à la conversation échangée entre nos Services, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous la valeur actuelle, en neuf, des installations de production et de transport d'énergie électrique appartenant à la S.N.C.F. (en millions de francs) :

<u>Usines Hydrauliques</u>	- Région Sud-Ouest	:	2.500 M.
	Région Sud-Est	:	40 M.
<u>Lignes aériennes à haute tension</u>	- Région Sud-Ouest	:	1.600 M.
	Région Sud-Est	:	80 M.
<u>Câbles souterrains à haute tension</u>	- Région Ouest	:	150 M.
<u>Postes à haute tension</u>	- Région Sud-Ouest	:	800 M.

L'amortissement de ces différents types d'installation doit être calculé sur les durées ci-après :

- Usines	40 ans
- Lignes à H.T....	50 ans
- Câbles	20 ans
- Postes à H.T....	30 ans

Il n'y a pas à compter d'annuités vieilles matières pour ces installations électriques et hydrauliques.

Le Chef du Service
de l'Energie Electrique ,

signé : CHAMAYOU.

MB.27-10-43

pel-3

S.N.C.F.

27 octobre 1943.

Service du Budget

B° 2.514

Monsieur le Directeur-Adjoint
au Directeur du Service des
Installations Fixes.

Je vous envoie, comme vous avez
bien voulu me le demander, 5 exemplai-
res (un pour chaque grande catégorie
d'installations fixes) d'un tableau et
d'une note explicative relatifs au
calcul de l'annuité de renouvellement
des Installations Fixes.

pr Le Directeur du Service
du Budget,

Signé : L. BOUR.-

sur le calcul de l'annuité de renouvellement
des installations fixes.

-:-:-:-

Le tableau ci-après doit permettre, pour chacune des grandes catégories d'installations fixes (Voie, Bâtiments, Signalisation, etc.), de calculer l'annuité de renouvellement correspondant à la situation actuelle des installations.

Pour une grande catégorie d'installations, chaque colonne de ce tableau correspond à un élément ou à une sous-catégorie homogène; par exemple : rails, traverses; etc. pour la voie; ouvrages métalliques, ouvrages en maçonnerie, etc. pour les ouvrages d'art. Pour chaque grande catégorie d'installations, on ouvrira autant de colonnes qu'il sera nécessaire. Les résultats d'ensemble de la grande catégorie seront indiqués dans une dernière colonne.

Pour chaque élément caractéristique ou chaque sous-catégorie il y aura lieu de donner tout ou partie des douze renseignements suivants:

- | | |
|--|---|
| (1) La Définition de l'unité caractéristique. | Par exemple pour la Voie : kilomètres. |
| (2) Le nombre d'unités. | |
| (3) Le prix unitaire en neuf. | |
| (4) La valeur en neuf. | C'est le produit de (2) par (3). |
| (5) La durée de vie. | Telle qu'elle ressort des résultats connus (cas de la voie) ou d'évaluations raisonnables (bâtiments, ouvrages d'art). |
| (6) Le coefficient de réduction de la durée de vie pour modernisation. | Les nécessités commerciales conduisent à reconstruire certains bâtiments; grandes gares par exemple, avant que leur vétusté ne l'exige. |
| (7) La durée fictive de vie. | C'est le produit de (5) par (6). |
| (8) L'annuité brute de renouvellement. | C'est le quotient de (4) par (7). |
| (9) L'annuité de vieilles matières. | Il s'agit du produit annuel de vente ou de récupération des vieilles matières. |
| (10) L'annuité nette de renouvellement. | C'est la différence entre (8) et (9) |
| (11) Le coefficient d'âge. | Il s'agit de tenir compte du fait que, pour certaines installations, ouvrages d'art par exemple, on ne se trouve pas encore en régime normal de renouvellement, parce que l'âge moyen réel des installations existantes est très loin d'atteindre l'âge théorique; les sommes actuellement consacrées au renouvellement sont donc beaucoup plus faibles que celles qu'il conviendrait d'employer en régime plein. Etant donné que, dans les cas envisagés, les sommes que l'on mettrait de côté ne seraient |

...

utilisées qu'au bout d'un siècle ou plus, il a paru plus raisonnable de tenir compte non pas de l'annuité de renouvellement (10) telle qu'elle résultait du calcul précédent, mais d'une annuité qui serait davantage en relation avec les sommes à dépenser réellement dans les décades suivantes. Ce coefficient n'est d'ailleurs à envisager que dans les ouvrages d'art et pour certaines catégories de bâtiments.

(12) L'annuité (à retenir pour le calcul).

C'est le produit de (10) par (11).

Il est possible que pour certaines grandes catégories, signalisation ou bâtiments par exemple, il soit nécessaire de donner un détail plus poussé que celui qui ressort du tableau ci-après. Les Divisions intéressées feront dans ce sens ce qui leur semblera nécessaire.

	Rails	Travaux			Ensemble
(1) Définition de l'unité caractéristique.....	:	:	:	:	:
(2) Nombre d'unités.....	:	:	:	:	XXXXXXXXXX
(3) Prix unitaire en neuf	:	:	:	:	XXXXXXXXXX
(4) Valeur en neuf.....	:	:	:	:	:
(5) Durée de vie.....	:	:	:	:	XXXXXXXXXX
(6) Coefficient de réduction de la durée de vie pour modernisation	:	:	:	:	XXXXXXXXXX
(7) Durée fictive de vie	:	:	:	:	XXXXXXXXXX
(8) Annuité brute de renouvellement.....	:	:	:	:	:
(9) Annuité de vieilles matières.....	:	:	:	:	:
(10) Annuité nette de renouvellement.....	:	:	:	:	:
(11) Coefficient d'âge ...	:	:	:	:	XXXXXXXXXX
(12) Annuité	:	:	:	:	:

— : — : — : — : — : — : — : — : — :

Dans ces conditions, le renouvellement des immobilisations -en période de stabilité monétaire- s'effectue théoriquement :

- En fait, dans les entreprises prospères et bien gérées, il existe des provisions importantes tant que les éventualités qu'elles sont destinées à couvrir ne se produisent pas elles sont disponibles "en trésorerie" pour assurer l'amortissement des emprunts et une utilisation temporaire qui permet de différer de nouveaux emprunts économisant ainsi des charges d'intérêt; en période d'instabilité monétaire l'amortissement reste calculé sur les mêmes bases mais on y ajoute une dotation de renouvellement qui n'est qu'un supplément d'amortissement calculé sur des valeurs de remplacement théoriques déterminées au moyen d'indices de prix. Le financement de renouvellement se trouve ainsi totalement assuré sans augmentation du capital obligations.

1° - Aucune imputation de remboursements d'emprunts au compte d'Exploitation ;

- a) à la couverture des remboursements d'emprunts antérieurs;
- b) à la couverture des dépenses de l'er établissement proprement dites, c'est-à-dire des dépenses de rentabilité certaine.

3° - Imputation au compte d'exploitation :

- a) d'une dotation d'amortissement calculée sur les valeurs en écritures des immobilisations, en fonction de leur durée normale d'utilisation;
- b) d'une dotation de renouvellement calculée sur la différence entre la valeur initiale et la valeur de remplacement.

L'application de ce système à la S.N.C.F. paraît possible sous réserve de certains aménagements en ce qui concerne le § 3° ci-dessus. En effet, les valeurs en écritures des immobilisations, notamment en matière d'installations fixes, paraissent ne pas offrir une base suffisante pour le calcul d'une dotation d'amortissement. D'autre part, en ce qui concerne le matériel, le système en vigueur ne distingue pas le renouvellement de l'amortissement. Et il paraît y avoir le plus grand intérêt à ne pas remettre en cause ce système.

On est donc conduit à envisager :

1° - pour le matériel, le maintien du Fonds de renouvellement (2e élément) institué par l'avenant du 4 mars 1942, étant entendu que la dotation de renouvellement devrait couvrir tous les achats de matériel, même en augmentation d'inventaire puisque l'annuité est fonction de l'évolution du trafic.

2° - pour les installations fixes, l'imputation au compte d'exploitation d'une annuité calculée en fonction des valeurs de remplacement et de durées normales d'utilisation des immobilisations. Cette annuité serait à recalculer chaque année pour tenir compte des variations de prix et également des variations de consistance des immobilisations. Le Service V sera prochainement à même de fournir les éléments nécessaires au calcul de l'annuité 1943. Cette dotation devrait assurer la couverture du renouvellement des installations, le mot "renouvellement" devant être entendu dans un sens large et comprendre des améliorations destinées à accroître la sécurité des transports et la qualité du service.

3° - en contre-partie le compte d'exploitation pourrait être allégé de certaines dépenses de l'établissement qu'il supporte actuellement; les dépenses inférieures à 400.000 fr. seraient couvertes par le Fonds de renouvellement ou par l'Emprunt selon leur objet : remplacement ou l'Établissement proprement dit.

Dans le même ordre d'idées, le compte d'Exploitation serait appelé à bénéficier de la valeur de liquidation ou de remploi des vieilles matières.

4° - Enfin, la valeur initiale du matériel réformé et des installations supprimées devrait être prélevée sur le compte "Obligations amorties" jusqu'à épuisement, le fonds de renouvellement ne devant logiquement servir qu'à l'amortissement du matériel nouveau et des installations nouvelles, c'est-à-dire pratiquement après que le compte Amortissement par remboursement d'emprunts aura été soldé.

5° - Je suis d'avis de ne rien changé aux errements actuels en ce qui concerne le financement par l'Exploitation des Renouvellements de voie et d'appareils de voie et des dépenses de 1^{er} Etablissement de caractère social.

On remarquera que dans le système envisagé les charges de remboursement d'emprunts ne pèsent plus sur le compte d'Exploitation. Si la S.N.C.F. devait reprendre à son compte le service des emprunts antérieurs au 1^{er} janvier 1938, son budget n'aurait donc à supporter que la charge des intérêts de ces emprunts, charge à peu près constante d'ailleurs puisque chaque année les remboursements seraient réempruntés.

Il va de soi d'ailleurs que ce système ne nous empêcherait en aucune façon de demander à l'Etat de prendre à sa charge tout ou partie des intérêts et de l'amortissement des emprunts antérieurs à 1938 en invoquant diverses considérations : compensation de nos dommages de guerre, mise sur un pied d'égalité des transports ferroviaires et routiers.

MB.4-10-43

PCB-3

4 octobre 1943.

A. L. L.

M. DUGAS - Dernière statistique du trafic
de zone Sud.

|| x

M. PONCET - Calcul de la valeur des sous-
stations électriques (partie
M.T.) pour le décompte de l'an-
nuité de renouvellement des
Installations Fixes.

Fait *[Signature]*

S.N.C.F.

1er octobre 1943.

Service du Budget

ANNUITE DE RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS FIXES

-:-:-:-

Une réunion s'est tenue, aux Installations Fixes, sous la présidence de M. LEMAIRE, mardi 28 septembre, pour examiner les modalités du calcul d'une annuité de renouvellement des Installations Fixes de la S.N.C.F.

Les représentants des différentes divisions du Service des Installations Fixes ont mis la Conférence au courant de l'état de leur travail. Nous rappellerons que les installations dépendant du Service de la Voie ont été divisées en 5 catégories, ^{voie} proprement dites : bâtiments, ouvrages d'art, signalisation, équipement fixe des gares. A l'intérieur de chacune de ces catégories on a naturellement considéré un certain nombre de sous-catégories et déterminé pour chacune d'elles le nombre des installations existantes, la valeur unitaire, la durée moyenne de vie et une annuité de renouvellement.

L'examen auquel se livre la Conférence fait ressortir les conclusions suivantes :

Dans l'ensemble, il apparaît que les durées d'amortissement prévues ont été trop courtes. D'autre part, le rapprochement de l'annuité qui résulte de ces premiers calculs avec les dépenses réellement faites tant au titre des dépenses imputées au compte d'exploitation que celles qui figurent au compte d'établissement, montre que l'annuité pour chaque poste serait supérieure aux dépenses réellement faites. Cela semble signifier que dans l'ensemble nos installations sont jeunes et n'ont pas encore atteint le coefficient d'amortissement moyen; il faut donc, de ce chef, s'attendre à une augmentation plus ou moins rapide, suivant les postes mais à peu près inévitable, des dépenses du Service de la Voie, ^{au cours des années à venir.}

Compte tenu de ces observations, les ~~Bureaux~~ ^{Divisions} intéressées vont poursuivre leurs travaux. Une prochaine réunion aura lieu dans 15 jours ou trois semaines.

Le Service du Budget se mettra en rapport avec le Service de l'Electricité pour l'évaluation de l'équipement hydro-électrique.

Vu Ueg

2.10.43

7 septembre 1943.

S.N.C.F.

-:-:-

Service du Budget

-:-:-:-:-

FONDS de RENOUELEMENT

-:-:-:-:-

INSTALLATIONS FIXES

- I - La Direction des Services Financiers, dans son étude sur la réforme du statut financier conventionnel, propose d'établir sur des principes identiques le renouvellement du matériel et celui des installations fixes.

Ces principes seraient les suivants :

1°) Le fonds de renouvellement est destiné à couvrir la plus-value des installations et du matériel nouveaux, par rapport aux installations et au matériel à remplacer.

2°) Cette plus-value sera calculée par rapport à une valeur primitive fictive des installations et du matériel à remplacer, cette valeur étant déterminée en appliquant au prix de remplacement théorique des installations et du matériel l'indice de variation de prix de l'année en cours par rapport à l'année d'origine.

3°) L'année d'origine ne sera pas l'année d'origine réelle des installations et du matériel supprimés, mais une année d'origine théorique fixée forfaitairement d'après la longévité normale des installations et du matériel en cause.

- II - Le calcul de l'annuité de renouvellement s'établirait, semble-t-il comme suit chaque année :

On déterminerait la valeur de remplacement théorique de chaque catégorie de matériel ou d'installations ayant une longévité identique, sous déduction de la valeur de remploi des vieilles matières.

On déterminerait ensuite la valeur primitive fictive correspondante de chaque catégorie, en supposant une répartition égale entre les années d'origine théorique possibles.

L'annuité de renouvellement serait calculée en appliquant le taux d'amortissement de la catégorie à la différence entre la valeur de remplacement théorique et la valeur primitive fictive.

....

III - Quant au fonctionnement du fonds, il serait semble-t-il le suivant :

Une installation devant être remplacée (ce remplacement étant d'ailleurs le plus souvent connexe à des modifications rendues nécessaires par les progrès techniques), on déterminerait :

a) la valeur de remplacement théorique de l'installation supprimée (R),

b) la valeur initiale fictive de ladite installation en fonction de son année d'origine théorique (I), toute installation remplacée étant supposée parvenue à la limite de sa longévité normale,

c) le prix réel de l'installation nouvelle (P),

d) la valeur d'emploi de la vieille matière (M).

Les imputations comptables seraient les suivantes :

- | | |
|------------------------------------|---|
| 1°) Compte d'Etabliss ^t | { Débit : P
Crédit : I |
| 2°) Fonds d'amortiss ^t | { Débit : I
Crédit : R - I + M + emprunts amortis. |
| 3°) Fonds de renouvel ^t | { Débit : R - I
Crédit : Annuité de renouvellement |

IV - Au point de vue du financement, le prix de l'installation nouvelle comprend trois fractions :

a) valeur initiale fictive de l'installation supprimée,

b) différence entre la valeur de remplacement théorique de l'installation supprimée et sa valeur initiale fictive,

c) différence entre la valeur de remplacement théorique de l'installation supprimée et le prix réel de l'installation nouvelle.

La fraction c) sera naturellement financée par l'emprunt.

La fraction b) trouvera sa contrepartie dans les disponibilités du fonds de renouvellement.

Quant à la fraction a) c'est également l'emprunt qui la financera puisque le fonds d'amortissement sur lequel elle s'impute est affecté, en totalité, à des remboursements d'emprunts et ne fournit aucune disponibilité de trésorerie.

V - Au point de vue comptable, le système proposé est dans son ensemble plus cohérent que le système actuel.

En effet, les règles en vigueur en matières de renouvellement des installations fixes conduisent à opérer différemment suivant la nature des installations et selon que le renouvellement s'accompagne ou non d'amélioration ou d'extension.

Rappelons en effet que le renouvellement de voies et les remplacements d'appareils de voie sont toujours imputés directement au compte d'exploitation (Chap. IV - art. I4 et I5).

Lorsqu'il s'agit d'autres installations, s'il y a remplacement pur et simple, c'est également le compte d'exploitation (grosses réparations) qui en supporte la charge. Mais s'il y a amélioration ou extension, le compte d'établissement est débité de la valeur de l'installation nouvelle et crédité de la valeur en écritures de l'installation supprimée.

En définitive, la valeur des installations qui figure au bilan est différente selon qu'il y a eu ou non remplacement pur et simple. Dans le premier cas, c'est la valeur de l'installation ancienne qui subsiste, dans le second, c'est la valeur de l'installation nouvelle qui la remplace.

Dans le système proposé par les Services Financiers, les renouvellements n'étant jamais imputés au compte d'exploitation, c'est dans tous les cas la valeur de l'installation nouvelle qui figurerait au compte d'établissement. Le bilan serait donc plus homogène.

En ce qui concerne le virement au fonds d'amortissement du prélèvement effectué sur le fonds de renouvellement, on peut observer que le Plan comptable adopte une solution un peu différente et qu'il y a peut-être intérêt à maintenir nettement séparés l'amortissement et le renouvellement.

VI - Au point de vue financier, la réforme envisagée paraît avoir pour principal objet d'éviter que, lors du renouvellement des installations, la différence de valeur entre l'installation ancienne et l'installation de remplacement, dans la mesure où cette plus-value est d'origine monétaire, soit couverte par l'emprunt.

Mais, comme on l'a vu au paragraphe précédent, il y a une partie importante des installations fixes dont le renouvellement est déjà assuré directement par l'exploitation, c'est-à-dire sans recours à l'emprunt. Ce sont les renouvellements de voies,

les remplacements d'appareils de voies et les remplacements purs et simples d'autres installations. En pratique, il s'agit surtout de celles des installations fixes qui sont moins des immeubles par nature que des immeubles par destination (circuits téléphoniques, appareils de signalisation, etc.). Il y a également une certaine part de renouvellement dans les travaux d'attribution inférieurs à 400.000 fr, imputés directement au compte d'exploitation. Le recours à l'emprunt est donc déjà dans une large mesure évité par les méthodes en vigueur. Il n'y a cependant pas d'équivalence absolue entre ces méthodes et la méthode proposée. En effet, dans le système actuel, chaque exercice supporte les travaux de renouvellement effectivement exécutés pendant l'année. Dans le système envisagé, une provision serait constituée chaque année en vue des renouvellements futurs. On peut toutefois se demander si cette différence est suffisante pour justifier une modification des errements actuels.

Il y a lieu de noter d'ailleurs que le projet des Services Financiers envisage d'élargir le cadre des travaux complémentaires à couvrir par imputation directe sur le compte d'exploitation, le financement par l'emprunt étant réservé aux travaux de rentabilité certains et chiffrables.

VII - Pour calculer le montant de l'annuité de renouvellement, il y a lieu de déterminer :

1°) La valeur actuelle de remplacement des installations existantes, en classant celles-ci par catégories, chaque catégorie correspondant à une même durée normale d'utilisation ;

2°) La valeur d'origine fictive des installations existantes, en partant de l'hypothèse simple que les installations se répartissent également entre les années d'origine possibles.

La différence entre la valeur de remplacement et la valeur d'origine sera la plus-value servant de base à l'annuité de renouvellement.

Le Service V à qui nous avons demandé de chiffrer ces valeurs a besoin d'un certain délai pour mener à bien cet assez gros travail.

En attendant, on peut essayer de déterminer à combien s'élèvent actuellement les dépenses de renouvellement des installations fixes.

Une étude des dépenses d'exploitation permet d'évaluer grosso modo à 1.700 M. les dépenses de renouvellement imputées au compte d'exploitation en année normale, aux prix actuels. On comprend dans ce chiffre les dépenses de 1er établissement inférieures à 400.000 fr. dont on peut admettre qu'elles correspondent pour la plupart à des remplacements. D'autre part, le programme ordinaire d'établissement d'une année normale comprend pour 800 M. environ de travaux de renouvellement et de modernisation des installations fixes qui paraîtraient raisonnablement imputables au fonds de renouvellement.

En définitive, les travaux de renouvellement seraient, aux prix actuels et en année normale, de l'ordre de 2.500 M.

La valeur des installations remplacées à amortir peut être d'autre part, évaluée à 450 M., valeur à imputer sur le fonds d'amortissement, la plus-value à prélever sur le fonds de renouvellement serait ainsi, sous déduction de la valeur d'emploi de la vieille matière, de l'ordre de :

Il faut cependant ajouter que les grands programmes (autres que le programme ordinaire) comprennent une part de travaux non rentables (ayant trait principalement à la sécurité) qui ont à la fois un caractère de renouvellement et de modernisation : cette part est de l'ordre de 400 M. et pourrait éventuellement en tout ou en partie être ajoutée aux chiffres ci-dessus.

On a essayé de schématiser dans les deux tableaux ci-joints les résultats de l'application des deux méthodes : méthode actuelle et méthode proposée, en partant des chiffres indiqués ci-dessus et en supposant que la dotation du fonds de renouvellement, calculée sur les bases prévues par les Services Financiers, soit précisément égale au prélèvement à effectuer sur le fonds pour couvrir la plus-value de remplacement. Ce n'est là, naturellement, qu'une hypothèse : théoriquement, en période de hausse des prix, le fonds de renouvellement doit s'accroître et par conséquent la dotation devrait être supérieure à ses charges.

Sous cette réserve, la comparaison des deux méthodes, schématisées par les tableaux ci-joints, se résume comme suit :

	<u>Méthode actuelle</u>	<u>Méthode à proposer</u>	<u>Différence</u>
Compte de 1er Etablissement.....	2.340 ^M	3.650 ^M	+ 1.310 ^M
Compte d'Exploitation	2.580	2.800	+ 220
Emissions d'emprunts	1.870	1.650	- 220

COMPARAISON DES METHODES COMPTABLES PROPOSEES
PAR LES SERVICES FIN NCIERS AVEC LES METHODES
ACTUELLES POUR L'IMPUTATION DES DEPENSES DE
TRAVAIL COMPLEMENTAIRES, LEUR AMORTISSEMENT
ET LEUR COUVERTURE.

-:-:-:-:-

Hypothèse

Dépenses de T.C. rentables	1.200 ²	
- non rentables travaux neufs	400	1.400 ²
- de remplacement	200	
Renouvellements imputés au C ep. IV du compte d'ex- ploitation	1.500 ²	
dont valeur brute	1.700 ²	
et récupérations	200 ²	
Suppressions de T.C. actuellement imputés au Cte d'établissement		80 ²
- de T.C. actuellement imputés au Cte d'exploitation		200 ²
Valeur de récupération T.C. actuellement imputés au compte d'éta- blissement		80 ²
- - T.C. actuellement imputés au compte d'ex- ploitation		200 ²
Plus-value des dépenses de renouvellement :		
T.C. actuellement imputés au Compte d'établissement	800 ² - 80 ² =	720 ²
T.C. actuellement imputés au Compte d'exploitation	1.700 ² - 200 ² =	1500 ²
Amortissement financier	500 ²	

ler établissement

50 M Installations
supprimées

Programme
ordinaire.. 800 M
Grands
programmes 1800 M
400

Emprunt en cours

300 M

1.875 M Nouvel
emprunt

Reserve provenant du
Fonds de renouvellement

470 M

Exploitation

Ch IV 1.800 M

Dotation
Fonds de
ler élém. 400 M

Charges
financières 400 M
(2)

Fonds de renouvellement

Install.
supprimées.. 80 M

400 M

dotation ler élément

470 M 30 M vieilles machines (4)

Emprunt amorti

300 M

Méthode actuelle

-1-1-1-1-

1er établissement

(5) (grand
program-
me..... 1.000
Program-
me ordin... 800

Travaux
renouvel-
lement... 1.900

Exploitation

Ch. finan-
cières... 600 (2)

Dotations
F.R. ... 1.000

Travaux
non ren-
ouvelés 400 (5)

Emprunt en cours

200 M
1.650 M
nouvel
emprunt (8)

Fonds d'amortissement

200 M
450 M
1.000 M
250 M
400 M

vielles
matières
recouvrées
d'expl

Fonds de renouvellement

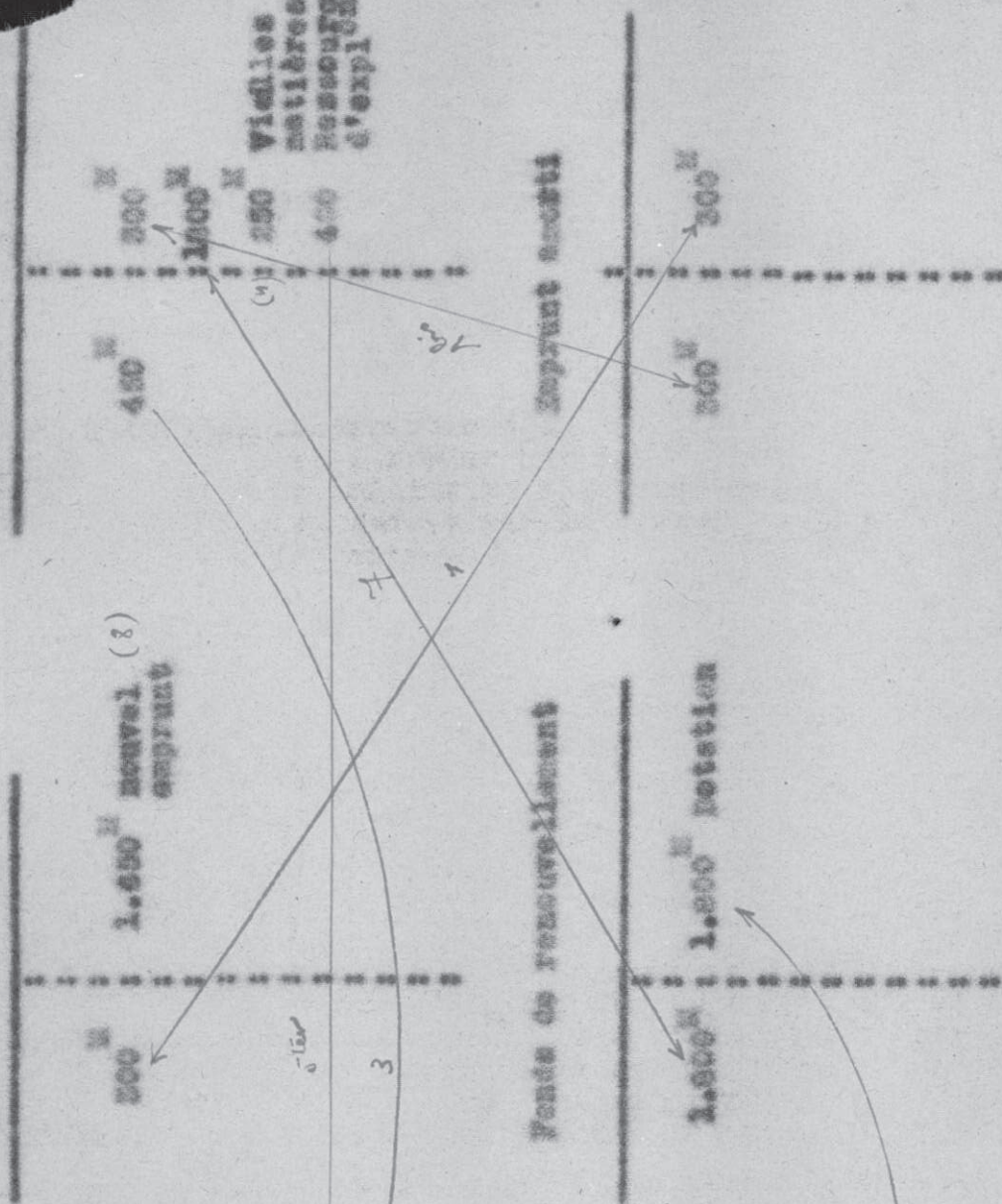
1.000 M
1.000 M
rotation

Emprunt restant

200 M
200 M

méthode proposée

1943-1944



I et I bis) Constatation de l'amortissement financier dans les ressources

2) Constatation de la charge d'amortissement financier :
le compte d'exploitation supporte l'amortissement financier dans les deux méthodes, mais ~~il~~ est considéré comme représentant l'annuité d'amortissement industriel dans la méthode proposée.

3) Constatation de l'amortissement effectif des installations (installations supprimées)

Méthode actuelle 60 M.

Méthode proposée 480 M.

la différence, soit 380 M. représente la valeur des installations supprimées relatives aux renouvellements qui sont actuellement supportés par le compte d'exploitation.

4) Constatation du produit de la récupération des vieilles matières :

Méthode actuelle 50 M.

Méthode proposée 230 M.

les 200 M. de différence représentant la valeur des récupérations relatives aux renouvellements qui sont actuellement supportés par le compte d'exploitation.

5) Constatation des imputations directes de Travaux au compte d'établissement :

Méthode actuelle 2.400 M.

Méthode proposée 2.300 M.

Dans la méthode proposée 400 M. de travaux compris dans le programme ordinaire sont considérés comme non rentables et financés par le compte d'exploitation.

5bis) Constatation des imputations directes de Travaux au compte d'exploitation dans la méthode proposée seulement.

5ter) Reprise par le compte d'établissement des travaux financés par les ressources de l'exploitation.

6) Constatation de la dotation du Fonds de Renouvellement :

Méthode actuelle 50 M des T.C. 480 M

Méthode proposée :

plus-value sur les acquisitions de T.C. actuellement imputées au compte d'établissement 800 M - 60 M = 740 M

plus-value sur les acquisitions de T.C. actuellement imputées au compte d'exploitation 1700 M - 300 M = 1400 M

Ensemble 2080 M

à déduire : produit de la récupération des vieilles matières 230 M

Net 1850 M

7) Constatation de la contribution des ressources du Fonds de renouvellement dans la couverture des dépenses d'établissement.

8) Inscription du produit des emprunts nouveaux.

HYPOTHESES : Dépenses de T.C. rentables
non rentables

1.200^M
(travaux neufs..... 400
travaux de remplacement 800)

Renouvellement imputés au chapitre IV du compte d'exploitation... 1.500^M
Acquisition de M.R..... 4.000

Suppressions de T.C. actuellement imputés au compte d'Établissement..... 60
Suppressions de T.C. actuellement imputés au compte d'Exploitation..... 390
Suppressions de M.R..... 260

METHODE ACTUELLE

1er Etablissement

70.000^M : 320^M Suppressions de T.C. A DE M.R.
TC. { 2.400
M.R. { 4.000

Emprunts en circulation

600^M : 50.000^M nouveaux emprunts
1.470

Emprunts amortis

20.000^M
600
Ressources provenant du fonds de renouvellement
1.610

Exploitation

Chap.IV..... 1.200^M
Charges finan- 600^M
cières
Notation (1.211 480)
fonds de (2.611 400)
renouvel-
6580^M
solde 4.610

Fonds de renouvellement

450^M Valeur des récupérations
320
480
4.000

Valeur de récupérations : T.C. actuellement imputés au compte d'Établissement..... 50^M
T.C. " " d'Exploitation..... 200
M.R..... 400

Plus-values des dépenses de renouvellement :

T.C. actuellement imputés au compte d'Établissement 800 - 60^M 740
" " d'Exploitation 1.700 - 290 1.410
M/R..... 4.000 - 260 3.740

Amortissement financier..... 600

METHODE PROPOSEE

1er Etablissement

70.000^M : 710^M
TC. 2.000
M.R. 4.000
400
Travaux non rentables financés par l'exploitation
1.700

T.C. de re-nouvellement antérieur-ment imputés au compte d'exploitation.
5.790
400

Emprunts en circulation

600^M : 50.000^M
710
710) nouveaux emprunts
1.200

Fonds d'amortissement

710^M : 20.000^M
600

Exploitation

Annuité d'amor-tissement = charges financières..... 600^M
plus- 740 TC.
1.310 TC.de
Valeur
2.740 ER
5.790
Récup. 650
Travaux non ren-
tables 400
6140

Fonds de renouvellement

Solde 5.790^M
650 Valeur des récupérations
5.140

ML.

S.N.C.F.

Service du Budget

3 septembre 1943. P06-3

N O T E

pour Monsieur le Secrétaire Général

-:-:-:-:-
Imputation des travaux de remaniement (démolitions,
déposes & ripages) exécutés à l'occasion de
travaux complémentaires.

Un nouvel examen de la question conduit à préciser et à compléter comme suit les indications fournies dans ma note du 1^{er} septembre :

Par une lettre du 17 novembre 1942, la Direction des Services Financiers a adressé à la Mission du Contrôle Financier une note sur l'imputation des travaux de suppressions, c'est-à-dire de ceux comportant à titre principal des déplacements, déposes ou démolitions d'installations fixes. Cette note propose de débiter le fonds de renouvellement des dépenses de suppressions (du moins pour les travaux dont le montant net est supérieur à 400.000 fr.).

M. RENDU a donné son accord verbal à cette proposition.

La S.N.C.F. a donc admis, en cas de suppression d'installations fixes, l'imputation au débit du fonds de renouvellement de dépenses de démolitions, déplacements, déposes, etc. que les Services Financiers considèrent comme des "fraies accessoires de l'amortissement des installations supprimées" et comme devant suivre la même imputation comptable.

La décision ministérielle du 6 août paraît s'inspirer des mêmes considérations car, rappelant que l'avenant du 4 mars 1942 a prévu l'imputation au débit du fonds de renouvellement de la valeur primitive du matériel supprimé, le Ministre prescrit de porter "également" au débit du fonds de renouvellement les dépenses de travaux de démolitions, déposes ou ripages connexes à des travaux complémentaires autres que ceux intéressant les installations fixes.

On aboutirait ainsi aux règles suivantes :

1^o) Installations fixes.

a) Travaux de démolitions, déposes ou déplacements connexes à des travaux complémentaires de l'er établissement : Imputation au compte de l'er établissement;

b) Travaux de démolitions, déposes ou déplacements nécessités par des suppressions d'installations : Imputation au fonds de renouvellement.

....

2°) Matériel.

a) Travaux de démolitions, déposes, etc. connexes à des travaux complémentaire de l'er établissement : Imputation au fonds de renouvellement;

b) Travaux de démolitions, déposes, etc. effectués à titre principal : le cas ne paraît pas envisagé et peut être d'ailleurs est-il purement théorique.

En ce qui concerne les dépenses de l'er établissement de matériel roulant, l'art. 28 de la Convention indique seulement qu'elles seront couvertes " dans la mesure décidée par le Conseil d'Administration " par les ressources du fonds de renouvellement. Mais depuis l'avenant de 1942, il est admis que les remplacements et transformations sont à couvrir exclusivement par le fonds de renouvellement, le financement par l'emprunt étant réservé aux achats de matériel en augmentation d'inventaire.

ML.

S.N.C.F.
-:-:-
Service du Budget
-:-:-:-:-

1^{er} septembre 1943.

Pcb 3
Annex
de remaniement
de T.C.

M. Bouin-Chauvignat

N O T E

pour Monsieur le Président

-:-:-:-:-

Imputation des travaux de remaniement exécutés
à l'occasion de travaux complémentaires

Les règles d'imputation des travaux de remaniement exécutés
à l'occasion des travaux complémentaires ont été fixées :

- 1°) par une circulaire du 20 mai 1902,
- 2°) par une dépêche ministérielle du 13 mai 1918.

1°) La circulaire du 20 mai 1902 prescrivait l'imputation
au compte d'exploitation des dépenses afférentes aux travaux
de remaniement (démolitions, déposes et apages) exécutés à
l'occasion de travaux complémentaires.

2°) Une dépêche ministérielle du 13 mai 1918 a modifié
cette règle en ce qui concerne les travaux exécutés à l'occasion
de travaux complémentaires proprement dits (c'est-à-dire intéres-
sant les installations fixes) lorsque ces travaux constituent
des sujétions inévitables des travaux complémentaires. Dans ce
cas, les travaux de remaniement sont imputés au compte d'établis-
sement.

La circulaire du 20 mai 1902 restait en vigueur dans tous
les autres cas, c'est-à-dire que l'imputation au compte d'exploita-
tion demeurerait la règle lorsque les travaux de remaniement
étaient effectués à l'occasion de travaux complémentaires n'inté-
ressant pas les installations fixes ou lorsqu'il s'agissait de
travaux ne constituant pas des sujétions inévitables des travaux
complémentaires.

Cette règle vient d'être modifiée:

Par une dépêche du 6 août 1943, à l'occasion d'un projet
relatif à la transformation de deux voitures et d'une remorque
d'autorail en véhicules d'examen radiologiques et de consulta-
tions médicales, le Ministre a décidé l'imputation au débit du

....

Fonds de renouvellement de dépenses de démolitions, déposes et ripages qui ne constituent pas des sujétions inévitables de travaux complémentaires proprement dits.

Cette décision appelle les observations suivantes :

Aux termes de l'avenant du 4 mai 1942, art. 1er, § h, le Fonds de renouvellement reçoit à son débit "la valeur en écritures des installations et du matériel supprimés, sous déduction de la valeur de liquidation des vieilles matières ou de remploi des matériaux utilisables".

D'autre part, l'art. 28 de la Convention du 31 août 1937 prévoit la couverture par le fonds de renouvellement des dépenses de travaux complémentaires, dans la mesure décidée par le Conseil d'Administration.

A s'en tenir strictement aux textes, le Ministre ne paraît pas fondé à prévoir l'imputation au fonds de renouvellement de sommes qui ne correspondent ni à des travaux complémentaires, ni à la valeur en écritures d'installations et de matériel supprimés.

Cependant, on doit reconnaître que l'imputation prévue par la dépêche ministérielle du 6 août 1943 peut s'expliquer par les considérations suivantes :

1°) Le fonds d'amortissement bénéficie de la valeur de récupération des matériaux. Il n'est pas illogique qu'il supporte les frais de démolition et de dépose.

2°) Les frais de démolition et de dépose étaient autrefois imputés au même compte que l'amortissement des installations et du matériel supprimés. La décision du 6 août ne fait que rétablir en substituant le fonds de renouvellement au compte d'exploitation, un parallélisme qui, depuis l'avenant de 1942 se trouvait brisé.

Il ne semble pas, en tout cas, que les sommes à imputer au fonds de renouvellement, du fait de la décision du 6 août, doivent être très élevées.

NL.31/8/43

31 août 1943.

PCB 3

annuité de renou-
vellement des installations fixes

S.N.C.F.
-:-:-
Service du Budget
-:-:-:-:-

NOTE
sur l'annuité de renouvellement des installations
fixes de la S.N.C.F.

-:-:-:-:-

I - Dans l'état actuel des choses, les dépenses de renouvellement pur des installations de la S.N.C.F. (voie, ballast ou signalisation, etc.) sont directement imputées au compte d'exploitation.

Par contre, lorsqu'au renouvellement s'ajoute un travail "complémentaire" ayant pour objet de moderniser l'installation, la dépense est imputée au compte d'établissement.

Une étude des dépenses d'exploitation permet, très approximativement d'ailleurs, d'évaluer à 1.700 M., en prix fin 1942-début 1943, les dépenses de renouvellement qui seraient imputées au compte d'exploitation en exercice normal. (On comprend, dans ce chiffre, les dépenses d'établissement imputées au compte d'exploitation, dépenses inférieures à 400.000 fr.)

(1)
D'autre part, les dépenses d'établissement actuellement prévues aux grands programmes (programme quinquennal, programme spécial d'équipement, 2ème programme quinquennal) sont de l'ordre de grandeur de 1.600 M. en moyenne par année. A ces dépenses, il faut ajouter 800 M. pour le programme ordinaire d'une année normale, soit un total de 2.400 M. Ces dernières dépenses peuvent se décomposer en trois catégories suivant la nature des travaux:

- travaux nouveaux rentables,
- travaux nouveaux non rentables (mais nécessités généralement par la sécurité),
- travaux mixtes de renouvellement et de modernisation des installations.

On peut admettre grosso modo que cette dernière catégorie est constituée par les travaux inscrits au programme ordinaire, elle sera de l'ordre de 800 M.

En ce qui concerne les travaux nouveaux, on peut estimer que seuls ceux qui ont trait à l'électrification, à la création d'usines hydro-électriques et à l'aménagement de grands centres de travail comme les triages, les ateliers ou les dépôts, sont rentables. D'après les projets actuellement envisagés, ces travaux représenteraient une dépense annuelle voisine de 1.200 M.

Les dépenses annuelles, relatives aux travaux non rentables, ne s'élèveraient donc qu'à environ 400 M. (2400 - 800 - 1200)

En résumé, les dépenses de travaux neufs ou de renouvellement des installations fixes s'élèveraient au total à 4.100 M. se décomposant comme suit :

....

- Travaux neufs rentables.....	1.200 ^M
- Travaux neufs non rentables.....	400
- Travaux de renouvellement et de modernisation.....	800
- Travaux de renouvellement pur.....	1.700
Ensemble.....	4.100 ^M
	=====

L'annuité de renouvellement des installations et du matériel devrait naturellement comprendre les sommes actuellement inscrites au compte d'exploitation, soit 1.700 M. et la part des 800 M. relative au renouvellement. Mais il n'est pas facile, pour ces derniers travaux, de faire une discrimination entre ce qui a trait au renouvellement et ce qui concerne la modernisation. Il semble plus simple de considérer que l'ensemble constitue un renouvellement des installations. Dans ces conditions, l'annuité de renouvellement des installations fixes s'élèverait à 2.500 M. en prix fin 1942-début 1943.

- II - Nous avons procédé à une étude complémentaire pour essayer de recouper les chiffres que nous avions obtenus, au moins ceux qui concerne l'annuité de renouvellement des installations fixes. Pour cela, nous avons considéré toutes les dépenses d'établissement des installations fixes des chemins de fer français depuis l'origine, en utilisant les coefficients de réévaluation qui nous avaient servi dans une étude précédente (évaluation de la valeur actuelle de l'équipement S.N.C.F.), en admettant, d'autre part, pour l'ensemble de la S.N.C.F., une décomposition des dépenses par grandes catégories analogues à celle que nous avons pu déterminer pour la seule région de l'Est. Nous avons abouti à une annuité qui s'élèverait à 2.545 M., dont :
- pour les ouvrages d'art et les bâtiments.... 510 M.
 - pour la voie et accessoires.....1.765 M.
 - pour le ballast..... 270 M.

Le résultat obtenu, étant donné l'approximation de nos calculs, est donc des plus satisfaisants. On peut estimer que 2 milliards rds 1/2 représentent en gros le montant de l'annuité des installations de la S.N.C.F.

- III - Au point de vue financier les questions qui se posent sont les suivantes :

- a) Faut-il distraire du compte d'exploitation les 1.700 M. de travaux de renouvellement pur ?
- b) Faut-il faire couvrir par le fonds de renouvellement et de modernisation les 400 M. de travaux nouveaux non rentables ?

IV - Une évaluation approximative a permis de décomposer l'annuité globale de renouvellement en annuité d'amortissement et annuité de plus-value correspondante à la dévaluation accidentaire. L'annuité d'amortissement serait d'environ 450 M., l'annuité de plus-value serait de 2.500 M.

Il faut s'ailleurs rappeler, en ce qui concerne l'annuité d'amortissement qu'une fraction seulement des dépenses initialement engagées par les Compagnies de chemins de fer pour la construction de réseaux, était susceptible d'amortissement, celles qui concernent tout ce qui doit être renouvelé au bout d'un temps plus ou moins long : la voie, les bâtiments, les ouvrages d'art etc...

Nous n'avons, par contre, fait supporter aucun amortissement aux achats de terrains. Nous avons admis qu'il n'était pas non plus nécessaire d'amortir les travaux d'infrastructure s'entend-à-dire les terrassements qui ont précédé la construction de la voie proprement dite, ces travaux de terrassements ne donnant lieu, en effet, à aucun renouvellement.

N O T E
pour Monsieur PERNOT

-:-:-

Certaines décisions prises dans le courant de l'année 1941 nous enjoignaient d'imputer au Compte d'Établissement - Travaux complémentaires, non pas la différence entre la valeur nouvelle et la valeur primitive mais la plus-value seulement, c'est-à-dire la différence entre la dépense totale du projet et celle qu'aurait exigée la remise en état de l'installation ancienne.

Par notre lettre D. 530/3 du 3 février 1942 nous avons demandé au Ministre de rapporter ces décisions et de nous en tenir aux prescriptions de la circulaire du 20 mai 1938. Ce point de vue a été admis par dépêche ministérielle du 30 juillet 1942.

Mais entre temps, et en ce qui concerne le Matériel roulant autre que neuf, le Ministre a prescrit, à différentes reprises, de diminuer des dépenses de transformation de matériel roulant imputables au compte d'Établissement, les frais de réparation économisés pour les modifications en cause afin de les imputer au Compte d'Exploitation.

On aurait pu supposer que la dépêche ministérielle du 30 juillet 1942 rapportait toutes les décisions qui avaient été prises en 1941 et en 1942 contrairement aux prescriptions de la circulaire du 20 mai 1938 et qu'elle visait implicitement le Matériel roulant autre que neuf.

Une telle interprétation serait logique. En effet, le mode d'imputation serait homogène, qu'il s'agisse de projets de travaux complémentaires ou de transformations de matériel.

M. Yves MARTIN, saisi verbalement de la question le 1^{er} décembre 1942 par M. PERNOT devait, après examen, nous fixer à ce sujet. A priori, il ne voyait pas d'objection à nous adresser un additif à la dépêche ministérielle du 30 juillet 1942 rapportant les quelques décisions prises antérieurement et postérieurement au 30 juillet 1942, nous prescrivant, en ce qui concerne les transformations de matériel, de diminuer du compte d'Établissement les frais de réparation économisés pour les imputer au Compte d'Exploitation.

...

Quoi qu'il en soit, le Service Central du Matériel, après accord avec le Service du Budget, a donné des instructions aux Régions pour que rien ne soit changé au mode d'imputation pratiqué conformément à la circulaire du 20 mai 1902. Pour la bonne règle il y aurait lieu de lui donner confirmation.

RD. 5/1/1944

Y. I. 30 A. Q.

[illegible]

RD. 5/1/1244

V. 136 AG.

ANNUITÉ DE RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS FIERS

Unité	Ponts métalliques :	Ponts en :	maçonnerie :	Ponts en :	maçonnerie :	km	voies :	km	voies :	Total
Nombre d'unités	700.000	7.600.000	875.000	22.000.000	22.000.000	253	300			"
Prix unitaire en neuf	13.000	750 ^f	3.000 ^f	750 ^f	750 ^f	63 ^M	50 ^M			"
Valeur en neuf	9.100 ^M	3.700 ^M	750 ^M	16.500 ^M	16.500 ^M	14.500 ^M	18.000 ^M			72.875 ^M
Durée de vie	100 ans	150 ans	130 ans	200 ans	200 ans	250 ans	250 ans			"
Coefficient de réduction de la durée de vie pour modernisation	"	"	"	"	"	"	"			"
Durée fictive de vie	100 ans	150 ans	130 ans	200 ans	200 ans	250 ans	250 ans			"
Annuité brute de renouvellement	81 ^M	36 ^M	5 ^M	32 ^{M,5}	32 ^{M,5}	66 ^M	44,7 ^M	60 ^M		386,7 ^M
Annuité de vieilles matières	4	1	"	2 ^{M,5}	2 ^{M,5}	1,2 ^M	"	"		6,7 ^M
Annuité nette de renouvellement	87 ^M	37 ^M	5 ^M	30 ^M	30 ^M	64,8 ^M	44,7 ^M	60 ^M		376 ^M
Coefficient d'âge	70 [%]	40 [%]	6 [%]	35 [%]	35 [%]	10 [%]	30 [%]	30 [%]		"
Annuité	60,9 ^M	14,8 ^M	0,3 ^M	20 ^M	20 ^M	13 ^M	9	12 ^M		130 ^M

RD. 5/1/1944

Y. 150 A3.

ATTITUDE TO SEXUAL ORIENTATION AND RELATIONS 1173

Unité	Ponts métalliques :		Ponts en saçonnerie :		Murs	Tunnels	
	métal : saçonnerie S.A.	en m ³	m ³	saçonnerie m ³		1 voie km	2 voies km
Nombre d'unités	700.000	7.600.000	375.000	22.900.000	22.000.000	375	300
Prix unitaire en neuf.....	13.800	750 f	2.000 f	750 f	750 f	42 M	30 M
Valeur en neuf	9.100 M	5.700 M	750 M	16.500 M	16.500 M	13.400 M	18.000 M
Durée de vie	100 ans	150 ans	150 ans	200 ans	250 ans	250 ans	250 ans
Coefficient de réduction de la durée de vie pour modernisation.....	"	"	"	"	"	"	"
Durée fictive de vie.....	100 ans	150 ans	150 ans	200 ans	250 ans	200 ans	250 ans
Annuité brute de renou- vellement	61 M	20 M	5 M	20 M	25 M	44,7 M	50 M
Annuité de vieilles matières	4 M	1 M	"	2,5 M	1,8 M	"	"
Annuité nette de renou- vellement	57 M	19 M	5 M	18 M	24 M	44,7 M	50 M
Coefficient d'âge	70 %	40 %	6 %	15 %	20 %	20 %	20 %
Annuité.....	60,0	14,0	0,5	20 M	13	0	12 M

3° Coefficient d'âge.

Le quotient de la valeur actuelle (V) des installations par la durée d'amortissement (N) nous donnerait pour chaque catégorie d'installations une annuité moyenne brute de renouvellement, mais en pratique le cumul des sommes consacrées chaque année au renouvellement, c'est-à-dire les annuités, n'est pas en général une fonction linéaire du temps. Si nous reprenons graphiquement cette fonction $R = f(\alpha)$, la courbe a, en effet, l'allure générale ci-dessous :

4° Annuité de renouvellement.

Si nous admettions qu'il faille chaque année mettre de côté en vue du renouvellement des installations fixes les sommes auxquelles conduit le calcul de l'annuité brute de renouvellement, nous serions amenés, ainsi que l'on vient de le voir, à constituer longtemps à l'avance des provisions pour toutes les catégories d'installations qui ne sont pas encore rentrées dans la période de renouvellement. C'est notamment le cas des bâtiments et surtout des ouvrages d'art. Il a donc paru logique de corriger l'annuité brute de renouvellement et de la réduire pour la ramener à un montant plus en proportion avec les sommes à dépenser réellement d'où l'idée d'utiliser le coefficient d'âge dont on vient de parler. L'annuité à envisager serait égale à l'annuité brute diminuée de l'annuité des matières de récupération et réduite à l'aide du coefficient d'âge.

En définitive, nous pouvons calculer successivement :

- 1 - l'annuité moyenne brute de renouvellement.
- 2 - l'annuité de "vieilles matières".
- 3 - l'annuité moyenne nette (déduction faite des vieilles matières).
- 4 - l'annuité actuelle qui est égale à l'annuité moyenne nette corrigée à l'aide du coefficient d'âge.

Pour chaque grande catégorie d'installations, nous obtenons les chiffres repris au tableau ci-dessous :

.....

(I) cycle de très longue durée.

3° Coefficient d'âge.

Le quotient de la valeur actuelle (V) des installations par la durée d'amortissement (N) nous donnerait pour chaque catégorie d'installations une annuité moyenne brute de renouvellement, mais en pratique le cumul des sommes consacrées chaque année au renouvellement, c'est-à-dire les annuités, n'est pas en général une fonction linéaire du temps. Si nous reprenons graphiquement cette fonction $R = \varphi(\alpha)$, la courbe a, en effet, l'allure générale ci-dessous :

4° Annuité de renouvellement.

Si nous admettions qu'il faille chaque année mettre de côté en vue du renouvellement des installations fixes les sommes auxquelles conduit le calcul de l'annuité brute de renouvellement, nous serions amenés, ainsi que l'on vient de le voir, à constituer longtemps à l'avance des provisions pour toutes les catégories d'installations qui ne sont pas encore rentrées dans la période de renouvellement. C'est notamment le cas des bâtiments et surtout des ouvrages d'art. Il a donc paru logique de corriger l'annuité brute de renouvellement et de la réduire pour la ramener à un montant plus en proportion avec les sommes à dépenser réellement d'où l'idée d'utiliser le coefficient d'âge dont on vient de parler. L'annuité à envisager serait égale à l'annuité brute diminuée de l'annuité des matières de récupération et réduite à l'aide du coefficient d'âge.

En définitive, nous pouvons calculer successivement :

- 1 - l'annuité moyenne brute de renouvellement.
- 2 - l'annuité de "vieilles matières".
- 3 - l'annuité moyenne nette (déduction faite des vieilles matières).
- 4 - l'annuité actuelle qui est égale à l'annuité moyenne nette corrigée à l'aide du coefficient d'âge.

Pour chaque grande catégorie d'installations, nous obtenons les chiffres repris au tableau ci-dessous :

.....

(I) cycle de très longue durée.

	(1)	(2)	(3)	(4)	"
a) Voie	1.365 ^M	125 ^M	1.240 ^M	1.240 ^M	"
b) Ouvrages d'art.....	387	9	378	130	"
c) Installations du S.E.S. et de traction électrique	595	132	463	388	"
d) Matériel fixe	15,78	1	14,7	7	"
e) Installations hydrauliques.....	81,6	8,6	73	44	"
f) Bâtiments	477	"	477	230	"
g) Installations diverses	63	6	57	57	"
h) Installations de production et de transport d'énerg.élect. :	103	7,5	95	19	"
i) Sous-stations électriques.....	62	11	51	15	"
		^M	^M	^M	"
		300	2.849	2.130	"

A l'annuité ainsi obtenue : 2.130 M., il convient d'ajouter des frais généraux (au taux de 20%). On obtient une annuité qui, arrondie, s'élève à 2.500 M.

	(1)	(2)	(3)	(4)	"
a) Voie	1.365 ^M	125 ^M	1.240 ^M	1.240 ^M	"
b) Ouvrages d'art.....	387	9	378	130	"
c) Installations du S.E.S. et de traction électrique	595	132	483	388	"
d) Matériel fixe	15,78	I	14,7	7	"
e) Installations hydrauliques.....	81,6	8,6	73	44	"
f) Bâtiments	477	"	477	230	"
g) Installations diverses	63	6	57	57	"
h) Installations de production et de transport d'énerg.élect. :	103	7,5	95	19	"
i) Sous-stations électriques.....	62	II	51	15	"
		300 ^M	2.849 ^M	2.130 ^M	"

A l'annuité ainsi obtenue : 2.130 M., il convient d'ajouter des frais généraux (au taux de 20%). On obtient une annuité qui, arrondie, s'élève à 2.500 M.

Dans l'ensemble, l'annuité de renouvellement (en principal) est largement supérieure à celle actuellement dépensée par la S.N.C.F. pour le renouvellement de ses installations fixes.

Les divergences constatées sont assez grandes en ce qui concerne les installations du SES (155 M.), les installations hydrauliques (36 M.), les bâtiments (69 M.), les installations d'énergie électrique (M) et les sous-stations électriques (M.). Ces divergences tiennent au fait qu'une partie importante de ces installations a été renouvelée à l'occasion de l'exécution des programmes de T.C.

Il résulte, d'autre part, de la manière suivant laquelle a été calculée l'annuité de renouvellement que celle-ci doit progressivement augmenter au cours des annuités à venir en même temps que les installations vieilliront et que celles que l'on pouvait encore considérer comme étant de construction récente entreront en période de renouvellement.

Si, par exemple, les installations de la voie sont bien dans le cycle et si nous n'avons pas à envisager une variation sensible de l'annuité de renouvellement dans un proche avenir, au contraire nous devons nous attendre pour les ouvrages d'art à une progression très lente de l'annuité de renouvellement.

Pour les bâtiments, l'accroissement sera plus rapidement sensible. Pour les installations du SES, la durée du cycle est très courte (22 ans), les variations de l'annuité de renouvellement seraient rapidement sensibles si elles n'étaient tempérées par l'exécution des programmes de T.C.

Une étude complémentaire nous permettra de préciser la variation que nous pouvons escompter dans un proche avenir en ce qui concerne la variation probable de l'annuité du S.E.S.

Dans l'ensemble, l'annuité de renouvellement (en principal) est largement supérieure à celle actuellement dépensée par la S.N.C.F. pour le renouvellement de ses installations fixes.

Les divergences constatées sont assez grandes en ce qui concerne les installations du SES (155 M.), les installations hydrauliques (36 M.), les bâtiments (69 M.), les installations d'énergie électrique (M) et les sous-stations électriques (M.). Ces divergences tiennent au fait qu'une partie importante de ces installations a été renouvelée à l'occasion de l'exécution des programmes de T.C.

Il résulte, d'autre part, de la manière suivant laquelle a été calculée l'annuité de renouvellement que celle-ci doit progressivement augmenter au cours des annuités à venir en même temps que les installations vieilliront et que celles que l'on pouvait encore considérer comme étant de construction récente entreront en période de renouvellement.

Si, par exemple, les installations de la voie sont bien dans le cycle et si nous n'avons pas à envisager une variation sensible de l'annuité de renouvellement dans un proche avenir, au contraire nous devons nous attendre pour les ouvrages d'art à une progression très lente de l'annuité de renouvellement.

Pour les bâtiments, l'accroissement sera plus rapidement sensible. Pour les installations du SES, la durée du cycle est très courte (22 ans), les variations de l'annuité de renouvellement seraient rapidement sensibles si elles n'étaient tempérées par l'exécution des programmes de T.C.

Une étude complémentaire nous permettra de préciser la variation que nous pouvons escompter dans un proche avenir en ce qui concerne la variation probable de l'annuité du S.E.S.

RD. 30/12/1943

PCB 3
Annuité de renouvellement des
installations fixes

N O T E

-:-:-

M. CH. BANEX me communique les renseignements suivants à propos de l'annuité de renouvellement des installations fixes.

Il s'agissait de la détermination de l'annuité de récupération de matières relatives aux installations hydroélectriques. Les chiffres sont les suivants:

- a) Pour les usines hydrauliques, les postes à haute tension, on peut admettre que le 1/4 de la dépense est représenté par les installations électro-mécaniques d'une durée de 40 ans environ. On admet, d'autre part, que le prix auquel serait récupéré ces installations est de 4% du neuf, ce qui conduit à la valeur suivante :

$$(2.500^M + 800^M) \times 1/4 \times 4\% = 33^M.$$

L'annuité serait de :

$$33^M : 40 \text{ ans} = 800.000^f.$$

- b) Lignes aériennes à haute tension.
En ce qui concerne ces installations, la valeur de reprise serait de 20% de la valeur du neuf, ce qui représente une somme de :

$$1.680^M \times 20\% = 336^M.$$

La durée de vie étant de 50 ans, l'annuité serait de 6 M.7.

- c) au total, l'annuité de vieilles matières serait de 7 M.5.

RD. 30/12/1943

PCh 3
Remise de int. fix

N O T E

-:-:-

M. CHABANEX me communique les renseignements suivants à propos de l'annuité de renouvellement des installations fixes.

Il s'agissait de la détermination de l'annuité de récupération de matières relatives aux installations hydroélectriques. Les chiffres sont les suivants:

- a) Pour les usines hydrauliques, les postes à haute tension, on peut admettre que le 1/4 de la dépense est représenté par les installations électro-mécaniques d'une durée de 40 ans environ. On admet, d'autre part que le prix auquel serait récupéré ces installations est de 4% du neuf, ce qui conduit à la valeur suivante :
 $(2.500^M + 800^M) \times 1/4 \times 4\% = 33^M$.
L'annuité serait de :
 $33^M : 40 \text{ ans} = 800.000^f$.

- b) Lignes aériennes à haute tension.
En ce qui concerne ces installations, la valeur de reprise serait de 20% de la valeur du neuf, ce qui représente une somme de :
 $1.680^M \times 20\% = 336^M$.
La durée de vie étant de 50 ans, l'annuité serait de 6 M.7.

- c) au total, l'annuité de vieilles matières serait de 7 M.5.

RD. 21/12/1943

S.N.C.F.

DIRECTION GENERALE

Service de l'Energie
Electrique

EW 76-037 / 16.234

Paris, le 29 octobre 1943.

B 30/10/1943
n° 9.465

Monsieur le Directeur du Service du Budget,

Comme suite à votre demande et à la conversation échangée entre nos Services, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous la valeur actuelle, en neuf, des installations de production et de transport d'énergie électrique appartenant à la S.N.C.F. (en millions de francs) :

<u>Usines Hydrauliques</u>	- Région Sud-Ouest	:	2.500 M.
	Région Sud-Est	†	40 M.
<u>Lignes aériennes à haute tension</u>	- Région Sud-Ouest	†	1.600 M.
	Région Sud-Est	:	80 M.
<u>Câbles souterrains à haute tension</u>	- Région Ouest	:	150 M.
<u>Postes à haute tension</u>	- Région Sud-Ouest	†	800 M.

L'amortissement de ces différents types d'installation doit être calculé sur les durées ci-après :

- Usines 40 ans
- Lignes à H.T.... 50 ans
- Câbles 20 ans
- Postes à H.T.... 30 ans

Il n'y a pas à compter d'annuités vieilles matières pour ces installations électriques et hydrauliques.

Le Chef du Service
de l'Energie Electrique ,

signé : CHAMAYOU.

RD. 21/12/1943

S.N.C.F.

DIRECTION GENERALE

Service de l'Energie
Electrique

EW 76-037 / 16.234

P.C. 3
annuité d'installat
Paris, le 29 octobre 1943.

Monsieur le Directeur du Service du Budget,

B 30/10/1943
n° 9.465

Comme suite à votre demande et à la conversation échangée entre nos Services, je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous la valeur actuelle, en neuf, des installations de production et de transport d'énergie électrique appartenant à la S.N.C.F. (en millions de francs) :

<u>Usines Hydrauliques</u>	- Région Sud-Ouest	:	2.500 M.
	Région Sud-Est	≠	40 M.
<u>Lignes aériennes à haute tension</u>	- Région Sud-Ouest	≠	1.600 M.
	Région Sud-Est	:	80 M.
<u>Câbles souterrains à haute tension</u>	- Région Ouest	:	150 M.
<u>Postes à haute tension</u>	- Région Sud-Ouest	≠	800 M.

L'amortissement de ces différents types d'installation doit être calculé sur les durées ci-après :

- Usines	40 ans
- Lignes à H.T....	50 ans
- Câbles	20 ans
- Postes à H.T....	30 ans

Il n'y a pas à compter d'annuités vieilles matières pour ces installations électriques et hydrauliques.

Le Chef du Service
de l'Energie Electrique ,

signé : CHAMAYOU.

MB.1-10-43

S.N.C.F.

Service du Budget

PC-3
annuité install. fixes
1er octobre 1943.

ANNUITE DE RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS FIXES

---:---:---

Une réunion s'est tenue, aux Installations Fixes, sous la présidence de M. LEMAIRE mardi 28 septembre, pour examiner les modalités du calcul d'une annuité de renouvellement des Installations Fixes de la S.N.C.F.

Les représentants des différentes divisions du Service des Installations Fixes ont mis la Conférence au courant de l'état de leur travail. Nous rappellerons que les installations dépendant du Service de la Voie ont été divisées en 5 catégories ^{voies} proprement dites : bâtiments, ouvrages d'art, signalisation, équipement fixe des gares. A l'intérieur de chacune de ces catégories on a naturellement considéré un certain nombre de sous-catégories et déterminé pour chacune d'elles le nombre des installations existantes, la valeur unitaire, la durée moyenne de vie et une annuité de renouvellement.

L'examen auquel se livre la Conférence fait ressortir les conclusions suivantes :

Dans l'ensemble, il apparaît que les durées d'amortissement prévues ont été trop courtes. D'autre part, le rapprochement de l'annuité qui résulte de ces premiers calculs avec les dépenses réellement faites tant au titre des dépenses imputées au compte d'exploitation que celles qui figurent au compte d'établissement, montre que l'annuité pour chaque poste serait supérieure aux dépenses réellement faites. Cela semble signifier que dans l'ensemble nos installations sont jeunes et n'ont pas encore atteint le coefficient d'amortissement moyen; il faut donc, de ce chef, s'attendre à une augmentation plus ou moins rapide, suivant les postes mais à peu près inévitable, des dépenses du Service de la Voie, ^{durée} au cours des années à venir.

Compte tenu de ces observations, les ^{divisions} sections intéressées vont poursuivre leurs travaux. Une prochaine réunion aura lieu dans 15 jours ou trois semaines. Le Service du Budget se mettra en rapport avec le Service de l'Electricité pour l'évaluation de l'équipement hydro-électrique.

Bonni clameau
2/10/43

S.N.C.F.

1er octobre 1943.

Service du Budget

ANNUITE DE RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS FIXES

-:-:-:-

Une réunion s'est tenue, aux Installations Fixes, sous la présidence de M. LEMAIRE mardi 28 septembre, pour examiner les modalités du calcul d'une annuité de renouvellement des Installations Fixes de la S.N.C.F.

Les représentants des différentes divisions du Service des Installations Fixes ont mis la Conférence au courant de l'état de leur travail. Nous rappellerons que les installations dépendant du Service de la Voie ont été divisées en 5 catégories: ^{voie} proprement dites, bâtiments, ouvrages d'art, signalisation, équipement fixe des gares. A l'intérieur de chacune de ces catégories on a naturellement considéré un certain nombre de sous-catégories et déterminé pour chacune d'elles le nombre des installations existantes, la valeur unitaire, la durée moyenne de vie et une annuité de renouvellement.

L'examen auquel se livre la Conférence fait ressortir les conclusions suivantes :

Dans l'ensemble, il apparaît que les durées d'amortissement prévues ont été trop courtes. D'autre part, le rapprochement de l'annuité qui résulte de ces premiers calculs avec les dépenses réellement faites tant au titre des dépenses imputées au compte d'exploitation que celles qui figurent au compte d'établissement, montre que l'annuité pour chaque poste serait supérieure aux dépenses réellement faites. Cela semble signifier que dans l'ensemble nos installations sont jeunes et n'ont pas encore atteint le coefficient d'amortissement moyen; il faut donc, de ce chef, s'attendre à une augmentation plus ou moins rapide, suivant les postes mais à peu près inévitable, des dépenses du Service de la Voie, ^{au cours des années à venir.}

Compte tenu de ces observations, les Divisions intéressées vont poursuivre leurs travaux. Une prochaine réunion aura lieu dans 15 jours ou trois semaines.

Le Service du Budget se mettra en rapport avec le Service de l'Electricité pour l'évaluation de l'équipement hydro-électrique.

ML. 7/9/43

S.N.C.F.

Service du Budget

7 septembre 1943.

Pe 3

Inst^{no} fixe

FONDS de RENOUELEMENT

INSTALLATIONS FIXES

I - La Direction des Services Financiers, dans son étude sur la réforme du statut financier conventionnel, propose d'établir sur des principes identiques le renouvellement du matériel et celui des installations fixes.

Ces principes seraient les suivants :

1°) Le fonds de renouvellement est destiné à couvrir la plus-value des installations et du matériel nouveaux, par rapport aux installations et au matériel à remplacer.

2°) Cette plus-value sera calculée par rapport à une valeur primitive fictive des installations et du matériel à remplacer, cette valeur étant déterminée en appliquant au prix de remplacement théorique des installations et du matériel l'indice de variation de prix de l'année en cours par rapport à l'année d'origine.

3°) L'année d'origine ne sera pas l'année d'origine réelle des installations et du matériel supprimés, mais une année d'origine théorique fixée forfaitairement d'après la longévité normale des installations et du matériel en cause.

II - Le calcul de l'annuité de renouvellement s'établirait, semble-t-il comme suit chaque année :

On déterminerait la valeur de remplacement théorique de chaque catégorie de matériel ou d'installations ayant une longévité identique, sous déduction de la valeur de remploi des vieilles matières.

On déterminerait ensuite la valeur primitive fictive correspondante de chaque catégorie, en supposant une répartition égale entre les années d'origine théorique possibles.

L'annuité de renouvellement serait calculée en appliquant le taux d'amortissement de la catégorie à la différence entre la valeur de remplacement théorique et la valeur primitive fictive.

....

III - Quant au fonctionnement du fonds, il serait semble-t-il le suivant :

Une installation devant être remplacée (ce remplacement étant d'ailleurs le plus souvent connexe à des modifications rendues nécessaires par les progrès techniques), on déterminerait :

a) la valeur de remplacement théorique de l'installation supprimée (R),

b) la valeur initiale fictive de ladite installation en fonction de son année d'origine théorique (I), toute installation remplacée étant supposée parvenue à la limite de sa longévité normale.

c) le prix réel de l'installation nouvelle (P),

d) la valeur d'emploi de la vieille matière (M).

Les imputations comptables seraient les suivantes :

1 ^o Compte d'établissement	{	Débit : P
		Crédit : I
2 - Fonds d'amortissement	{	Débit : I
		Crédit : R - I + M + emprunts amortis
3 - Fonds de renouvellement	{	Débit : R - I
		Crédit : Annuité de renouvellement.

IV - Au point de vue du financement, le prix de l'installation nouvelle comprend trois fractions :

a) valeur initiale fictive de l'installation supprimée,

b) différence entre la valeur de remplacement théorique de l'installation supprimée et sa valeur initiale fictive,

c) différence entre la valeur de remplacement théorique de l'installation supprimée et le prix réel de l'installation nouvelle.

La fraction c) sera naturellement financée par l'emprunt.

La fraction b) trouvera sa contrepartie dans les disponibilités du fonds de renouvellement,

Quant à la fraction a) c'est également l'emprunt qui la financera puisque le fonds d'amortissement sur lequel elle s'impute est affecté, en totalité, à des remboursements d'emprunts et ne fournit aucune disponibilité de trésorerie.

V - Au point de vue comptable, le système proposé est dans son ensemble plus cohérent que le système actuel.

En effet, les règles en vigueur en matières de renouvellement des installations fixes conduisent à opérer différemment suivant la nature des installations et selon que le renouvellement s'accompagne ou non d'amélioration ou d'extension.

Rappelons en effet que le renouvellement des voies et les remplacements d'appareils de voie sont toujours imputés directement au compte d'exploitation (Chap. IV - art. 14 et 15).

Lorsqu'il s'agit d'autres installations, s'il y a remplacement pur et simple, c'est également le compte d'exploitation (grosses réparations) qui en supporte la charge. Mais s'il y a amélioration ou extension, le compte d'établissement est débité de la valeur de l'installation nouvelle et crédité de la valeur en écritures de l'installation supprimée.

En définitive, la valeur des installations qui figure au bilan est différente selon qu'il y a eu ou non remplacement pur et simple. Dans le premier cas, c'est la valeur de l'installation ancienne qui subsiste, dans le second, c'est la valeur de l'installation nouvelle qui la remplace.

Dans le système proposé par les Services Financiers, les renouvellements n'étant jamais imputés au compte d'exploitation, c'est dans tous les cas la valeur de l'installation nouvelle qui figurerait au compte d'établissement. Le bilan serait donc plus homogène.

En ce qui concerne le virement au fonds d'amortissement du prélèvement effectué sur le fonds de renouvellement, on peut observer que le Plan comptable adopté une solution un peu différente et qu'il y a peut être intérêt à maintenir nettement séparés l'amortissement et le renouvellement.

VI - Au point de vue financier, la réforme envisagée paraît avoir pour principal objet d'éviter que, lors du renouvellement des installations, la différence de valeur entre l'installation ancienne et l'installation de remplacement, dans la mesure où cette plus-value est d'origine monétaire, soit couverte par l'emprunt.

Mais, comme on l'a vu au paragraphe précédent, il y a une partie importante des installations fixes dont le renouvellement est déjà assuré directement par l'exploitation, c'est-à-dire sans recours à l'emprunt. Ce sont les renouvellements de voies,

...

les remplacements d'appareils de voies et les remplacements purs et simples d'autres installations. En pratique, il s'agit surtout de celles des installations fixes qui sont moins des immeubles par nature que des immeubles par destination (circuits téléphoniques, appareils de signalisation, etc.) Il y a également une certaine part de renouvellement dans les travaux d'établissement inférieurs à 400.000 fr, imputés directement au compte d'exploitation. Le recours à l'emprunt et donc déjà dans une large mesure évité par les méthodes en vigueur. Il n'y a cependant pas équivalence absolue entre ces méthodes et la méthode proposée. En effet, dans le système actuel, chaque exercice supporte les travaux de renouvellement effectivement exécutés pendant l'année. Dans le système envisagé, une provision serait constituée chaque année en vue des renouvellements futurs. On peut toutefois se demander si cette différence est suffisante pour justifier une modification des errements actuels.

Il y a lieu de noter d'ailleurs que le projet des Services Financiers envisage d'élargir le cadre des travaux complémentaires à couvrir par imputation directe sur le compte d'exploitation, le financement par l'emprunt étant réservé aux travaux de rentabilité certains et chiffrables.

VII - Pour calculer le montant de l'annuité de renouvellement, il y a lieu de déterminer :

1°) La valeur ^{actuelle} de remplacement des installations existantes, en classant celles-ci par catégories, chaque catégorie correspondant à une même durée normale d'utilisation;

2°) La valeur d'origine fictive des installations existantes, en partant de l'hypothèse simple que les installations se répartissent également entre les années d'origine possibles.

La différence entre la valeur de remplacement et la valeur d'origine sera la plus-value servant de base à l'annuité de renouvellement.

Le Service V à qui nous avons demandé de chiffrer ces valeurs a besoin d'un certain délai pour mener à bien cet assez gros travail.

En attendant, on peut essayer de déterminer à combien s'élèvent actuellement les dépenses de renouvellement des installations fixes.

....

Une étude des dépenses d'exploitation permet d'évaluer grosso modo à 1.700 M. les dépenses de renouvellement imputées au compte d'exploitation en année normale, aux prix actuels. On comprend dans ce chiffre les dépenses de 1er établissement inférieures à 400.000 frs dont on peut admettre qu'elles correspondent pour la plupart à des remplacements. D'autre part, le programme ordinaire d'établissement d'une année normale comprend pour 800 M. environ de travaux de renouvellement et de modernisation des installations fixes qui paraîtraient raisonnablement imputables au fonds de renouvellement.

En définitive, les travaux de renouvellement seraient, aux prix actuels et en année normale, de l'ordre de 2.500 M.

La valeur des installations remplacées à amortir peut être, d'autre part, évaluée à 450 M., valeur à imputer sur le fonds d'amortissement, la plus-value à prélever sur le fonds de renouvellement serait ainsi, sous déduction de la valeur d'emploi de la vieille matière, de l'ordre de :

Il faut cependant ajouter que les grands programmes (autres que le programme ordinaire) comprennent une part de travaux non rentables (ayant trait principalement à la sécurité) qui ont à la fois un caractère de renouvellement et de modernisation : cette part est de l'ordre de 400 M. et pourrait éventuellement en tout ou en partie être ajoutée aux chiffres ci-dessus.

On a essayé de schématiser dans les deux tableaux ci-joints les résultats de l'application des deux méthodes : méthode actuelle et méthode proposée, en partant des chiffres indiqués ci-dessus et en supposant que la dotation du fonds de renouvellement, calculée sur les bases prévues par les Services Financiers, soit précisément égale au prélèvement à effectuer sur le fonds pour couvrir la plus-value de remplacement. Ce n'est là, naturellement, qu'une hypothèse : théoriquement, en période de hausse des prix, le fonds de renouvellement doit s'accroître et par conséquent la dotation devrait être supérieure à ses charges.

Sous cette réserve, la comparaison des deux méthodes, schématisées par les tableaux ci-joints, se résume comme suit :

	Méthode actuelle	Méthode à proposer	Différence
Compte de 1er Etablissement.....	2.340 ^M	3.650 ^M	+ 1.310 ^M
Compte d'exploitation.	2.580	2.800	+ 220
Emissions d'emprunts..	1.870	1.650	- 220

S.N.C.F.

-:-:-

Service du Budget

-:-:-:-:-

FONDS de RENOUELEMENT

-:-:-:-:-

INSTALLATIONS FIXES

- I - La Direction des Services Financiers, dans son étude sur la réforme du statut financier conventionnel, propose d'établir sur des principes identiques le renouvellement du matériel et celui des installations fixes.

Ces principes seraient les suivants :

1°) Le fonds de renouvellement est destiné à couvrir la plus-value des installations et du matériel nouveaux, par rapport aux installations et au matériel à remplacer.

2°) Cette plus-value sera calculée par rapport à une valeur primitive fictive des installations et du matériel à remplacer, cette valeur étant déterminée en appliquant au prix de remplacement théorique des installations et du matériel l'indice de variation de prix de l'année en cours par rapport à l'année d'origine.

3°) L'année d'origine ne sera pas l'année d'origine réelle des installations et du matériel supprimés, mais une année d'origine théorique fixée forfaitairement d'après la longévité normale des installations et du matériel en cause.

- II - Le calcul de l'annuité de renouvellement s'établirait, semble-t-il comme suit chaque année :

On déterminerait la valeur de remplacement théorique de chaque catégorie de matériel ou d'installations ayant une longévité identique, sous déduction de la valeur de remploi des vieilles matières.

On déterminerait ensuite la valeur primitive fictive correspondante de chaque catégorie, en supposant une répartition égale entre les années d'origine théorique possibles.

L'annuité de renouvellement serait calculée en appliquant le taux d'amortissement de la catégorie à la différence entre la valeur de remplacement théorique et la valeur primitive fictive.

....

III - Quant au fonctionnement du fonds, il serait semble-t-il le suivant :

Une installation devant être remplacée (ce remplacement étant d'ailleurs le plus souvent connexe à des modifications rendues nécessaires par les progrès techniques), on déterminerait :

a) la valeur de remplacement théorique de l'installation supprimée (R),

b) la valeur initiale fictive de ladite installation en fonction de son année d'origine théorique (I), toute installation remplacée étant supposée parvenue à la limite de sa longévité normale,

c) le prix réel de l'installation nouvelle (P),

d) la valeur d'emploi de la vieille matière (M).

Les imputations comptables seraient les suivantes :

- | | |
|------------------------------------|--|
| 1°) Compte d'établiss ^t | { Débit : P
Crédit : I |
| 2°) Fonds d'amortiss ^t | { Débit : I
Crédit : R - I + M + emprunts
amortis. |
| 3°) Fonds de renouvel ^t | { Débit : R - I
Crédit : Annuité de renouvellement |

IV - Au point de vue du financement, le prix de l'installation nouvelle comprend trois fractions :

a) valeur initiale fictive de l'installation supprimée,

b) différence entre la valeur de remplacement théorique de l'installation supprimée et sa valeur initiale fictive,

c) différence entre la valeur de remplacement théorique de l'installation supprimée et le prix réel de l'installation nouvelle.

La fraction c) sera naturellement financée par l'emprunt.

La fraction b) trouvera sa contrepartie dans les disponibilités du fonds de renouvellement.

quant à la fraction a) c'est également l'emprunt qui la financera puisque le fonds d'amortissement sur lequel elle s'impute est affecté, en totalité, à des remboursements d'emprunts et ne fournit aucune disponibilité de trésorerie.

V - Au point de vue comptable, le système proposé est dans son ensemble plus cohérent que le système actuel.

En effet, les règles en vigueur en matières de renouvellement des installations fixes conduisent à opérer différemment suivant la nature des installations et selon que le renouvellement s'accompagne ou non d'amélioration ou d'extension.

Rappelons en effet que le renouvellement de voies et les remplacements d'appareils de voie sont toujours imputés directement au compte d'exploitation (Chap. IV - art. 14 et 15).

Lorsqu'il s'agit d'autres installations, s'il y a remplacement pur et simple, c'est également le compte d'exploitation (grosses réparations) qui en supporte la charge. Mais s'il y a amélioration ou extension, le compte d'établissement est débité de la valeur de l'installation nouvelle et crédité de la valeur en écritures de l'installation supprimée.

En définitive, la valeur des installations qui figure au bilan est différente selon qu'il y a eu ou non remplacement pur et simple. Dans le premier cas, c'est la valeur de l'installation ancienne qui subsiste, dans le second, c'est la valeur de l'installation nouvelle qui la remplace.

Dans le système proposé par les Services Financiers, les renouvellements n'étant jamais imputés au compte d'exploitation, c'est dans tous les cas la valeur de l'installation nouvelle qui figurerait au compte d'établissement. Le bilan serait donc plus homogène.

En ce qui concerne le virement au fonds d'amortissement du prélèvement effectué sur le fonds de renouvellement, on peut observer que le plan comptable adopte une solution un peu différente et qu'il y a peut-être intérêt à maintenir nettement séparés l'amortissement et le renouvellement.

VI - Au point de vue financier, la réforme envisagée paraît avoir pour principal objet d'éviter que, lors du renouvellement des installations, la différence de valeur entre l'installation ancienne et l'installation de remplacement, dans la mesure où cette plus-value est d'origine monétaire, soit couverte par l'emprunt.

Mais, comme on l'a vu au paragraphe précédent, il y a une partie importante des installations fixes dont le renouvellement est déjà assuré directement par l'exploitation, c'est-à-dire sans recours à l'emprunt. Ce sont les renouvellements de voies,

les remplacements d'appareils de voies et les remplacements purs et simples d'autres installations. En pratique, il s'agit surtout de celles des installations fixes qui sont moins des immeubles par nature que des immeubles par destination (circuits téléphoniques, appareils de signalisation, etc.). Il y a également une certaine part de renouvellement dans les travaux d'établissement inférieurs à 400.000 fr. imputés directement au compte d'exploitation. Le recours à l'emprunt est donc déjà dans une large mesure évité par les méthodes en vigueur. Il n'y a cependant pas équivalence absolue entre ces méthodes et la méthode proposée. En effet, dans le système actuel, chaque exercice supporte les travaux de renouvellement effectivement exécutés pendant l'année. Dans le système envisagé, une provision serait constituée chaque année en vue des renouvellements futurs. On peut toutefois se demander si cette différence est suffisante pour justifier une modification des errements actuels.

Il y a lieu de noter d'ailleurs que le projet des Services Financiers envisage d'élargir le cadre des travaux complémentaires à couvrir par imputation directe sur le compte d'exploitation, le financement par l'emprunt étant réservé aux travaux de rentabilité certains et chiffrables.

VII - Pour calculer le montant de l'annuité de renouvellement, il y a lieu de déterminer :

1^o) La valeur actuelle de remplacement des installations existantes, en classant celles-ci par catégories, chaque catégorie correspondant à une même durée normale d'utilisation ;

2^o) La valeur d'origine fictive des installations existantes, en partant de l'hypothèse simple que les installations se répartissent également entre les années d'origine possibles.

La différence entre la valeur de remplacement et la valeur d'origine sera la plus-value servant de base à l'annuité de renouvellement.

Le Service V à qui nous avons demandé de chiffrer ces valeurs a besoin d'un certain délai pour mener à bien cet assez gros travail.

En attendant, on peut essayer de déterminer à combien s'élèvent actuellement les dépenses de renouvellement des installations fixes.

Une étude des dépenses d'exploitation permet d'évaluer grosso modo à 1.700 M. les dépenses de renouvellement imputées au compte d'exploitation en année normale, aux prix actuels. On comprend dans ce chiffre les dépenses de 1er établissement inférieures à 400.000 fr. dont on peut admettre qu'elles correspondent pour la plupart à des remplacements. D'autre part, le programme ordinaire d'établissement d'une année normale comprend pour 800 M. environ de travaux de renouvellement et de modernisation des installations fixes qui paraîtraient raisonnablement imputables au fonds de renouvellement.

En définitive, les travaux de renouvellement seraient, aux prix actuels et en année normale, de l'ordre de 2.500 M.

La valeur des installations remplacées à amortir peut être d'autre part, évaluée à 450 M., valeur à imputer sur le fonds d'amortissement, la plus-value à prélever sur le fonds de renouvellement serait ainsi, sous déduction de la valeur d'emploi de la vieille matière, de l'ordre de :

Il faut cependant ajouter que les grands programmes (autres que le programme ordinaire) comprennent une part de travaux non rentables (ayant trait principalement à la sécurité) qui ont à la fois un caractère de renouvellement et de modernisation : cette part est de l'ordre de 400 M. et pourrait éventuellement en tout ou en partie être ajoutée aux chiffres ci-dessus.

On a essayé de schématiser dans les deux tableaux ci-joints les résultats de l'application des deux méthodes : méthode actuelle et méthode proposée, en partant des chiffres indiqués ci-dessus et en supposant que la dotation du fonds de renouvellement, calculée sur les bases prévues par les Services Financiers, soit précisément égale au prélèvement à effectuer sur le fonds pour couvrir la plus-value de remplacement. Ce n'est là, naturellement, qu'une hypothèse : théoriquement, en période de hausse des prix, le fonds de renouvellement doit s'accroître et par conséquent la dotation devrait être supérieure à ses charges.

Sous cette réserve, la comparaison des deux méthodes, schématisées par les tableaux ci-joints, se résume comme suit :

	<u>Méthode actuelle</u>	<u>Méthode à proposer</u>	<u>Différence</u>
Compte de 1er Etablissement.....	2.340 ^M	3.650 ^M	+ 1.310 ^M
Compte d'Exploitation	2.580	2.800	+ 220
Emissions d'emprunts	1.870	1.650	- 220

3 septembre 1943.

PCB-3
Sous-frais
tu

NOTE
pour Monsieur le Secrétaire Général

Imputation des travaux de remaniement (démolitions, déposes & ripages) exécutés à l'occasion de travaux complémentaires.

Un nouvel examen de la question conduit à préciser et à compléter comme suit les indications fournies dans ma note du 1^{er} septembre :

Par une lettre du 17 novembre 1942, la Direction des Services Financiers a adressé à la Mission du Contrôle Financier une note sur l'imputation des travaux de suppressions, c'est-à-dire de ceux comportant à titre principal des déplacements, déposes ou démolitions d'installations fixes. Cette note propose de débiter le fonds de renouvellement des dépenses de suppressions (du moins pour les travaux dont le montant net est supérieur à 400.000 fr.).

M. RENDU a donné son accord verbal à cette proposition.

La S.N.C.F. a donc admis, en cas de suppression d'installations fixes, l'imputation au débit du fonds de renouvellement de dépenses de démolitions, déplacements, déposes, etc. que les Services Financiers considèrent comme des "frais accessoires de l'amortissement des installations supprimées" et comme devant suivre la même imputation comptable.

La décision ministérielle du 6 août paraît s'inspirer des mêmes considérations car, rappelant que l'avenant du 4 mars 1942 a prévu l'imputation au débit du fonds de renouvellement de la valeur primitive du matériel supprimé, le Ministre prescrit de porter "également" au débit du fonds de renouvellement les dépenses de travaux de démolitions, déposes ou ripages connexes à des travaux complémentaires autres que ceux intéressant les installations fixes.

On aboutirait ainsi aux règles suivantes :

1°) Installations fixes.

a) Travaux de démolitions, déposes ou déplacements connexes à des travaux complémentaires de l'établissement : Imputation au compte de l'établissement;

b) Travaux de démolitions, déposes ou déplacements nécessités par des suppressions d'installations : Imputation au fonds de renouvellement.

2°) Matériel.

a) Travaux de démolitions, déposes, etc. connexes à des travaux complémentaire de l'er établissement : Imputation au fonds de renouvellement;

b) Travaux de démolitions, déposes, etc. effectués à titre principal : le cas ne paraît pas envisagé et peut être d'ailleurs est-il purement théorique.

En ce qui concerne les dépenses de l'er établissement de matériel roulant, l'art. 28 de la Convention indique seulement qu'elles seront couvertes " dans la mesure décidée par le Conseil d'Administration " par les ressources du fonds de renouvellement. Mais depuis l'avenant de 1942, il est admis que les remplacements et transformations sont à couvrir exclusivement par le fonds de renouvellement, le financement par l'emprunt étant réservé aux achats de matériel en augmentation d'inventaire.

3 septembre 1943. Pcb-3

N O T E
pour Monsieur le Secrétaire Général

-:-:-:-:-

Imputation des travaux de remaniement (démolitions,
déposes & ripages) exécutés à l'occasion de
travaux complémentaires.

Un nouvel examen de la question conduit à préciser et à compléter comme suit les indications fournies dans ma note du 1^{er} septembre :

Par une lettre du 17 novembre 1942, la Direction des Services Financiers a adressé à la Mission du Contrôle Financier une note sur l'imputation des travaux de suppressions, c'est-à-dire de ceux comportant à titre principal des déplacements, déposes ou démolitions d'installations fixes. Cette note propose de débiter le fonds de renouvellement des dépenses de suppressions (du moins pour les travaux dont le montant net est supérieur à 400.000 fr.).

M. RENDU a donné son accord verbal à cette proposition.

La S.N.C.F. a donc admis, en cas de suppression d'installations fixes, l'imputation au débit du fonds de renouvellement de dépenses de démolitions, déplacements, déposes, etc. que les Services Financiers considèrent comme des "frais accessoires de l'amortissement des installations supprimées" et comme devant suivre la même imputation comptable.

La décision ministérielle du 6 août paraît s'inspirer des mêmes considérations car, rappelant que l'avenant du 4 mars 1942 a prévu l'imputation au débit du fonds de renouvellement de la valeur primitive du matériel supprimé, le Ministre prescrit de porter "également" au débit du fonds de renouvellement les dépenses de travaux de démolitions, déposes ou ripages connexes à des travaux complémentaires autres que ceux intéressant les installations fixes.

On aboutirait ainsi aux règles suivantes :

1°) Installations fixes.

a) Travaux de démolitions, déposes ou déplacements connexes à des travaux complémentaires de l'établissement : Imputation au compte de l'établissement;

b) Travaux de démolitions, déposes ou déplacements nécessités par des suppressions d'installations : Imputation au fonds de renouvellement.

2°) Matériel.

a) Travaux de démolitions, déposes, etc. connexes à des travaux complémentaire de ler établissement : Imputation au fonds de renouvellement;

b) Travaux de démolitions, déposes, etc. effectués à titre principal : le cas ne paraît pas envisagé et peut être d'ailleurs est-il purement théorique.

En ce qui concerne les dépenses de ler établissement de matériel roulant, l'art. 28 de la Convention indique seulement qu'elles seront couvertes " dans la mesure décidée par le Conseil d'Administration" par les ressources du fonds de renouvellement. Mais depuis l'avenant de 1942, il est admis que les remplacements et transformations sont à couvrir exclusivement par le fonds de renouvellement, le financement par l'emprunt étant réservé aux achats de matériel en augmentation d'inventaire.

ML.

S.N.C.F.
-:-:-
Service du Budget
-:-:-:-

1^{er} septembre 1943.

PC-3
installé fin
tra

N O T E

pour Monsieur le Président

-:-:-:-:-

Imputation des travaux de remaniement exécutés
à l'occasion de travaux complémentaires

Les règles d'imputation des travaux de remaniement exécutés
à l'occasion des travaux complémentaires ont été fixées :

- 1°) par une circulaire du 20 mai 1902,
- 2°) par une dépêche ministérielle du 13 mai 1918.

1°) La circulaire du 20 mai 1902 prescrivait l'imputation
au compte d'exploitation des dépenses afférentes aux travaux
de remaniement (démolitions, déposes et ripages) exécutés à
l'occasion de travaux complémentaires.

2°) Une dépêche ministérielle du 13 mai 1918 a modifié
cette règle en ce qui concerne les travaux exécutés à l'occasion
de travaux complémentaires proprement dits (c'est-à-dire intéres-
sant les installations fixes) lorsque ces travaux constituent
des sujétions inévitables des travaux complémentaires. Dans ce
cas, les travaux de remaniement sont imputés au compte d'établis-
sement.

La circulaire du 20 mai 1902 restait en vigueur dans tous
les autres cas, c'est-à-dire que l'imputation au compte d'exploit-
ation demeurait la règle lorsque les travaux de remaniement
étaient effectués à l'occasion de travaux complémentaires n'inté-
ressant pas les installations fixes ou lorsqu'il s'agissait de
travaux ne constituant pas des sujétions inévitables des travaux
complémentaires.

Cette règle vient d'être modifiée:

Par une dépêche du 6 août 1943, à l'occasion d'un projet
relatif à la transformation de deux voitures et d'une remorque
d'autorail en véhicules d'examen radiologiques et de consulta-
tions médicales, le Ministre a décidé l'imputation au débit du

....

Fonds de renouvellement de dépenses de démolitions, déposes et ripages qui ne constituent pas des sujétions inévitables de travaux complémentaires proprement dits.

Cette décision appelle les observations suivantes :

Aux termes de l'avenant du 4 mai 1942, art. 1er, § h, le Fonds de renouvellement reçoit à son débit "la valeur en écritures des installations et du matériel supprimés, sous déduction de la valeur de liquidation des vieilles matières ou de remploi des matériaux utilisables".

D'autre part, l'art. 28 de la Convention du 31 août 1937 prévoit la couverture par le fonds de renouvellement des dépenses de travaux complémentaires, dans la mesure décidée par le Conseil d'Administration.

A s'en tenir strictement aux textes, le Ministre ne paraît pas fondé à prévoir l'imputation au fonds de renouvellement de sommes qui ne correspondent ni à des travaux complémentaires, ni à la valeur en écritures d'installations et de matériel supprimés.

Cependant, on doit reconnaître que l'imputation prévue par la dépêche ministérielle du 6 août 1943 peut s'expliquer par les considérations suivantes :

1°) Le fonds d'amortissement bénéficie de la valeur de récupération des matériaux. Il n'est pas illogique qu'il supporte les frais de démolition et de dépose.

2°) Les frais de démolition et de dépose étaient autrefois imputés au même compte que l'amortissement des installations et du matériel supprimés. La décision du 6 août ne fait que rétablir, en substituant le fonds de renouvellement au compte d'exploitation, un parallélisme qui, depuis l'avenant de 1942 se trouvait brisé.

Il ne semble pas, en tout cas, que les sommes à imputer au fonds de renouvellement, du fait de la décision du 6 août, doivent être très élevées.

S.N.C.F.
-:-:-
Service du Budget
-:-:-:-

NOTE

pour Monsieur le Président

-:-:-:-

Imputation des travaux de remaniement exécutés
à l'occasion de travaux complémentaires

Les règles d'imputation des travaux de remaniement exécutés à l'occasion des travaux complémentaires ont été fixées :

- 1^o) par une circulaire du 20 mai 1902,
- 2^o) par une dépêche ministérielle du 13 mai 1918.

1^o) La circulaire du 20 mai 1902 prescrivait l'imputation au compte d'exploitation des dépenses afférentes aux travaux de remaniement (démolitions, déposes et ripages) exécutés à l'occasion de travaux complémentaires.

2^o) Une dépêche ministérielle du 13 mai 1918 a modifié cette règle en ce qui concerne les travaux exécutés à l'occasion de travaux complémentaires proprement dits (c'est-à-dire intéressant les installations fixes) lorsque ces travaux constituent des sujétions inévitables des travaux complémentaires. Dans ce cas, les travaux de remaniement sont imputés au compte d'établissement.

La circulaire du 20 mai 1902 restait en vigueur dans tous les autres cas, c'est-à-dire que l'imputation au compte d'exploitation demeurait la règle lorsque les travaux de remaniement étaient effectués à l'occasion de travaux complémentaires n'intéressant pas les installations fixes ou lorsqu'il s'agissait de travaux ne constituant pas des sujétions inévitables des travaux complémentaires.

Cette règle vient d'être modifiée:

Par une dépêche du 6 août 1943, à l'occasion d'un projet relatif à la transformation de deux voitures et d'une remorque d'autorail en véhicules d'examen radiologiques et de consultations médicales, le Ministre a décidé l'imputation au débit du

Fonds de renouvellement de dépenses de démolitions, déposes et ripages qui ne constituent pas des sujétions inévitables de travaux complémentaires proprement dits.

Cette décision appelle les observations suivantes :

Aux termes de l'avenant du 4 mai 1942, art. 1er, § h, le Fonds de renouvellement reçoit à son débit "la valeur en écritures des installations et du matériel supprimés, sous déduction de la valeur de liquidation des vieilles matières ou de remploi des matériaux utilisables".

D'autre part, l'art. 28 de la Convention du 31 août 1937 prévoit la couverture par le fonds de renouvellement des dépenses de travaux complémentaires, dans la mesure décidée par le Conseil d'Administration.

A s'en tenir strictement aux textes, le Ministre ne paraît pas fondé à prévoir l'imputation au fonds de renouvellement de sommes qui ne correspondent ni à des travaux complémentaires, ni à la valeur en écritures d'installations et de matériel supprimés.

Cependant, on doit reconnaître que l'imputation prévue par la dépêche ministérielle du 6 août 1943 peut s'expliquer par les considérations suivantes :

1°) Le fonds d'amortissement bénéficie de la valeur de récupération des matériaux. Il n'est pas illogique qu'il supporte les frais de démolition et de dépose.

2°) Les frais de démolition et de dépose étaient autrefois imputés au même compte que l'amortissement des installations et du matériel supprimés. La décision du 6 août ne fait que rétablir, en substituant le fonds de renouvellement au compte d'exploitation, un parallélisme qui, depuis l'avenant de 1942 se trouvait brisé.

Il ne semble pas, en tout cas, que les sommes à imputer au fonds de renouvellement, du fait de la décision du 6 août, doivent être très élevées.

31 août 1943.

P. 3

S.N.C.F.

Service du Budget

Michel Fournier

NOTE

sur l'annuité de renouvellement des installations fixes de la S.N.C.F.

-:-:-:-:-

I - Dans l'état actuel des choses, les dépenses de renouvellement pur des installations de la S.N.C.F. (voie, ballast ou signalisation, etc.) sont directement imputées au compte d'exploitation.

Par contre, lorsqu'au renouvellement s'ajoute un travail "complémentaire" ayant pour objet de moderniser l'installation, la dépense est imputée au compte d'établissement.

Une étude des dépenses d'exploitation permet, très approximativement d'ailleurs, d'évaluer à 1.700 M., en prix fin 1942-début 1943, les dépenses de renouvellement qui seraient imputées au compte d'exploitation en exercice normal. On comprend, dans ce chiffre, les dépenses d'établissement imputées au compte d'exploitation parce qu'elles sont inférieures à 400.000 fr.

D'autre part, les dépenses d'établissement actuellement prévues aux grands programmes (programme quinquennal, programme spécial d'équipement, 2ème programme quinquennal) sont de l'ordre de grandeur de 1.600 M. en moyenne par année. A ces dépenses, il faut ajouter 800 M. pour le programme ordinaire d'une année normale, soit un total de 2.400 M. Ces dernières dépenses peuvent se décomposer en trois catégories suivant la nature des travaux:

- travaux nouveaux rentables,
- travaux nouveaux non rentables (mais nécessités généralement par la sécurité),
- travaux mixtes de renouvellement et de modernisation des installations.

On peut admettre grosso modo que cette dernière catégorie est constituée par les travaux inscrits au programme ordinaire, ~~soit~~ de l'ordre de 800 M.

En ce qui concerne les travaux nouveaux, on peut estimer que seuls ceux qui ont trait à l'électrification, à la création d'usines hydro-électriques et à l'aménagement de grands centres de travail comme les triages, les ateliers ou les dépôts, sont rentables. D'après les projets actuellement envisagés, ces travaux représenteraient une dépense annuelle somme voisine de 1.200 M.

Les dépenses annuelles, relatives aux travaux non rentables, ne s'élèveraient donc qu'à environ 400 M. (2400 - 1200 - 800)

En résumé, les dépenses de travaux neufs ou de renouvellement des installations fixes s'élèveraient au total à 4.100 M. se décomposant comme suit :

....

- Travaux neufs rentables.....	1.200 ^M
- Travaux neufs non rentables.....	400
- Travaux de renouvellement et de modernisation.....	800
- Travaux de renouvellement pur.....	1.700
Ensemble.....	<u>4.100^M</u>

L'annuité de renouvellement des installations et du matériel devrait naturellement comprendre les sommes actuellement inscrites au compte d'exploitation, soit 1.700 M. et la part des 800 M. relative au renouvellement. Mais il n'est pas facile, pour ces derniers travaux, de faire une discrimination entre ce qui a trait au renouvellement et ce qui concerne la modernisation. Il semble plus simple de considérer que l'ensemble constitue un renouvellement des installations. Dans ces conditions, l'annuité de renouvellement des installations fixes s'élèverait à 2.500 M. en prix fin 1942-début 1943.

- II - Nous avons procédé à une étude complémentaire pour essayer de recouper les chiffres que nous avions obtenus, au moins ceux qui concernent l'annuité de renouvellement des installations fixes. Pour cela, nous avons considéré toutes les dépenses d'établissement des installations fixes des chemins de fer français depuis l'origine, en utilisant les coefficients de réévaluation qui nous avaient servi dans une étude précédente (évaluation de la valeur actuelle de l'équipement S.N.C.F.), en admettant, d'autre part, pour l'ensemble de la S.N.C.F., une décomposition des dépenses par grandes catégories analogues à celle que nous avons pu déterminer pour la seule région de l'Est. Nous avons abouti à une annuité qui s'élèverait à 2.545 M., dont :
- pour les ouvrages d'art et les bâtiments.... 510 M.
 - pour la voie et accessoires..... 1.765 M.
 - pour le ballast..... 270 M.

Le résultat obtenu, étant donné l'approximation de nos calculs, est donc des plus satisfaisants. On peut estimer que 2 milliards 1/2 représentent en gros le montant de l'annuité des installations de la S.N.C.F.

- III - Au point de vue financier les questions qui se posent sont les suivantes :

- a) Faut-il distraire du compte d'exploitation les 1.700 M. de travaux de renouvellement pur ?
- b) Faut-il faire couvrir par le fonds de renouvellement et de modernisation les 400 M. de travaux nouveaux non rentables ?

S.N.C.F.

-:-:-

Service du Budget

-:-:-:-:-

NOTE

sur l'annuité de renouvellement des installations
fixes de la S.N.C.F.

-:-:-:-:-

- I - Dans l'état actuel des choses, les dépenses de renouvellement par des installations de la S.N.C.F. (voie, ballast ou signalisation, etc.) sont directement imputées au compte d'exploitation.

Par contre, lorsqu'au renouvellement s'ajoute un travail "complémentaire" ayant pour objet de moderniser l'installation, la dépense est imputée au compte d'établissement.

Une étude des dépenses d'exploitation permet, très approximativement d'ailleurs, d'évaluer à 1.700 M., en prix fin 1942-début 1943, les dépenses de renouvellement qui seraient imputées au compte d'exploitation en exercice normal. On comprend, dans ce chiffre, les dépenses d'établissement imputées au compte d'exploitation parce qu'elle sont inférieures à 400.000 fr.

D'autre part, les dépenses d'établissement actuellement prévues aux grands programmes (programme quinquennal, programme spécial d'équipement, 2ème programme quinquennal) sont de l'ordre de grandeur de 1.600 M. en moyenne par année. A ces dépenses, il faut ajouter 800 M. pour le programme ordinaire d'une année normale, soit un total de 2.400 M. Ces dernières dépenses peuvent se décomposer en trois catégories suivant la nature des travaux:

- travaux nouveaux rentables,
- travaux nouveaux non rentables (mais nécessités généralement par la sécurité),
- travaux mixtes de renouvellement et de modernisation des installations.

On peut admettre grosso modo que cette dernière catégorie est constituée par les travaux inscrits au programme ordinaire, donc de l'ordre de 800 M.

En ce qui concerne les travaux nouveaux, on peut estimer que seuls ceux qui ont trait à l'électrification, à la création d'usines hydro-électriques et à l'aménagement de grands centres de travail comme les triages, les ateliers ou les dépôts, sont rentables. D'après les projets actuellement envisagés, ces travaux représenteraient une somme voisine de 1.200 M.

Les dépenses annuelles, relatives aux travaux non rentables, ne s'élèveraient donc qu'à environ 400 M.

En résumé, les dépenses de travaux neufs ou de renouvellement des installations fixes s'élèveraient au total à 4.100 M. se décomposant comme suit :

....

- Travaux neufs rentables.....	1.200 ^M
- Travaux neufs non rentables.....	400
- Travaux de renouvellement et de modernisation.....	800
- Travaux de renouvellement pur.....	1.700
Ensemble.....	<u>4.100^M</u>

L'annuité de renouvellement des installations et du matériel devrait naturellement comprendre les sommes actuellement inscrites au compte d'exploitation, soit 1.700 M. et la part des 800 M. relative au renouvellement. Mais il n'est pas facile, pour ces derniers travaux, de faire une discrimination entre ce qui a trait au renouvellement et ce qui concerne la modernisation. Il semble plus simple de considérer que l'ensemble constitue un renouvellement des installations. Dans ces conditions, l'annuité de renouvellement des installations fixes s'élèverait à 2.500 M. en prix fin 1942-début 1943.

- II - Nous avons procédé à une étude complémentaire pour essayer de recouper les chiffres que nous avons obtenus, au moins ceux qui concerne l'annuité de renouvellement des installations fixes. Pour cela, nous avons considéré toutes les dépenses d'établissement des installations fixes des chemins de fer français depuis l'origine, en utilisant les coefficients de réévaluation qui nous avaient servi dans une étude précédente (évaluation de la valeur actuelle de l'équipement S.N.C.F.) en admettant, d'autre part, pour l'ensemble de la S.N.C.F., une décomposition des dépenses par grandes catégories analogues à celle que nous avons pu déterminer pour la seule région de l'Est. Nous avons abouti à une annuité qui s'élèverait à 2.545 M., dont :
- pour les ouvrages d'art et les bâtiments.... 510 M.
 - pour la voie et accessoires.....1.765 M.
 - pour le ballast..... 270 M.

Le résultat obtenu, étant donné l'approximation de nos calculs, est donc des plus satisfaisants. On peut estimer que 2 milliards 1/2 représentent en gros le montant de l'annuité des installations de la S.N.C.F.

- III - Au point de vue financier les questions qui se posent sont les suivantes :

- a) Faut-il distraire du compte d'exploitation les 1.700 M. de travaux de renouvellement pur ?
- b) Faut-il faire couvrir par le fonds de renouvellement et de modernisation les 400 M. de travaux nouveaux non rentables ?